

Confidentiel/Vertraulich
Berne, le 25 février 1991

CONSEIL DES ETATS
Commission des affaires étrangères

PROCES-VERBAL PRINCIPAL

de la séance des 21/22 février 1991,
17h00 - 18h30 / 8h00 - 13h00
à Berne, Palais du Parlement, salle 4

ORDRE DU JOUR

1. Adoption de l'ordre du jour
Genehmigung der Traktandenliste
2. Adoption du PV de la séance des 15/16 novembre 90
Genehmigung des Protokolls der Sitzung vom 15/16 November 90
3. Relations bilatérales de la Suisse
Bilaterale Beziehungen der Schweiz
 - 3.1 90.264 é Iv.pa. (Roth) Ouverture de négociations en vue de l'adhésion à la Communauté européenne Audition de l'initiant et décision.
90.264 s Pa-Iv. (Roth) Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit der EG
Anhörung des Initianten und Beschluss

(Pour ces objets, cf. PV particulier 1 - Für diesen Traktanden, siehe Teilprotokoll 1)
4. Relations bilatérales de la Suisse
Bilaterale Beziehungen der Schweiz
 - 4.1 90.076 é Traité d'extradition avec les Etats-Unis d'Amérique.
90.076 s Auslieferungsvertrag mit den Vereinigten Staaten von Amerika.
 - 4.2 90.044 n Frontière dans le secteur du barrage de Livigno. Convention
90.044 n Landesgrenze im Sektor der Staumauer von Livigno. Abkommen

(Pour ces objets, cf. PV particulier 2 - Für diese Traktanden, siehe Teilprotokoll 2)

5. Relations multilatérales de la Suisse
Multilaterale Beziehungen der Schweiz
- 5.1 Négociations CEE-AELE
Verhandlungen EG-EFTA
- 5.2 Relations parlementaires avec des parlementaires des pays du sud de la Communauté
Parl. Beziehungen mit Parlamentariern von südlichen EG-Ländern
- 5.3 CSCE : derniers développements et perspectives
KSZE : neueste Entwicklungen, Perspektiven
- 5.4 Demande d'adhésion de la Suisse aux Institutions de Bretton-Woods
Gesuch der Schweiz um Beitritt zu den Institutionen von Bretton-Woods

6. Politique internationale : questions d'actualité
Internationale Beziehungen : aktuelle Fragen
- 6.1 Crise du Golfe : état de la situation
Golfkrise : Stand der Situation
- 6.2 Situation en Afrique noire, notamment au Rwanda et en Somalie
Situation in Schwarzafrika, namentlich Rwanda und Somalia
- 6.3 Situation en Afrique du Sud
Situation in Südafrika
- 6.4 Evénements politiques déterminants dans les pays de l'Est; état de l'aide; problématique de l'asile envers l'URSS; pays baltes
Bedeutende politische Ereignisse in den Ländern Osteuropas; Stand der Hilfe; Asylproblematik gegenüber UdSSR; Baltische Staaten
- 6.5 Réunification de l'Allemagne : réactions et perspectives
Wiedervereinigung beider deutschen Staaten : Reaktionen und Perspektiven
- 6.6 Adhésion du Liechtenstein à l'ONU : information de la Suisse par le Liechtenstein et conséquences pour la Suisse
Beitritt Liechtensteins zur UNO : Informationen an die Schweiz und Folgen für die Schweiz

7. Coordination de la politique extérieure
Koordination der Aussenpolitik
- 7.1 Possibilités de décharger le chef du DFAE par l'activité de nos représentations à l'étranger (vu l'augmentation de travail et la nécessité de valoriser le rôle de nos diplomates)
Möglichkeiten zur Entlastung des Vorstehers des EDA durch die Tätigkeiten unserer Vertretungen im Ausland (angesichts der noch wachsenden Arbeit und der Notwendigkeit, die Rolle unserer Diplomaten aufzuwerten)
- 7.2 Politique d'information du DFAE et coordination avec celle du Conseil fédéral ou d'autres départements en matière de politique extérieure

8. Nouveaux objets du Conseil fédéral prévus en 1991 et qui devront être traités par notre commission
Neue Geschäfte des Bundesrates, die von unserer Kommission zu behandeln sind

9. Heure des questions
Fragestunde

10. Divers
Verschiedenes

PARTICIPANTSPrésident : M. MasoniMembres présents : MM. Cavadini, Dobler, Ducret, Huber, Onken, Schmid, Schoch, Seiler (le 21.2)Autres participants :

MM. R. Felber, chef du DFAE
R. Schaller, secrétaire général du DFAE
M.-A. Salamin, Chef de section, Bureau de l'intégration
P. Schmid, vice-directeur, Office féd. de la police
H.-P. Wyssmann, chef de la section extradition
A. Bolliger, adjoint scientifique, Affaires de police
P. Dubois, chef de la section Frontières et voisinage
J. Kellenberger, ambassadeur, chef du Bureau de l'intégration
Mme M. von Grünigen, ambassadrice, Division politique III
MM. P.-Y. Simonin, ambassadeur, chef de la Division politique II
D. Woker, chef des Affaires bilatérales, Div. politique I

Excusés : M. Schönenberger, Mme Weber
M. Seiler (le 22.2)Secrétariat : M. L. MagninProcès-verbal : Mmes Baessler (f)
Stauffer (a)

5. Relations multilatérales de la Suisse Multilaterale Beziehungen der Schweiz

5.1 Négociations CEE-AELE Verhandlungen EG-EFTA

(cf. annexe 1 - Siehe Anhang 1)

M. Felber, Conseiller fédéral : Lors de la réunion ministérielle du 19 décembre 1990, malgré les difficultés rencontrées, on avait constaté chez les ministres une volonté d'aboutir, sans doute liée à la perception des problèmes à venir compte tenu des événements intervenus en Europe centrale et de l'Est.

Actuellement, nous avons atteint des résultats positifs tant sur le plan de la substance que des institutions. Il n'en reste pas moins que cette négociation est très difficile. Cela tient aussi à la position plus faible de l'AELE après la volonté d'adhérer à la CE exprimée par la Suède. De ce fait, deux pays - la Suède et l'Autriche - ont tendance à ne plus résister aux exigences des négociateurs, considérant le futur accord comme une transition avant l'adhésion.

Malgré tout, l'AELE essaie de maintenir les positions en vue d'un aboutissement. D'ailleurs, que l'on considère l'EEE comme une solution durable ou transitoire, ce traité reste important : il ne sera en effet pas possible d'adhérer à la CE avant les années 95-96. Or, le Marché unique commencera le 1er janvier 1993.

Les résultats obtenus jusqu'à présent sont les suivants :

- une identification conjointe de l'acquis communautaire pertinent, à reprendre dans le traité EEE et à intégrer dans les différents droits nationaux;
- un accord pour reconnaître que la phase d'élaboration des décisions futures doit être un processus d'information et de consultation continu;
- le droit d'évocation à toutes les phases du processus de décision. En revanche, le droit de codécision reste problématique;
- la création d'un Conseil de l'EEE ainsi que d'un "organe conjoint" auprès desquels les 19 pays seront représentés. Il se pose encore le problème des compétences à attribuer à ces organes;
- la convergence entre la CE et l'AELE pour essayer de maintenir des normes élevées dans les domaines de la santé, de la sécurité et de l'environnement, ainsi que de la libre circulation des marchandises (les solutions concrètes sont encore à trouver);
- un accord sur certains principes concernant les clauses de sauvegarde (pour la Suisse, plafond en matière de libre circulation des étrangers, limitation d'acquisition de biens immobiliers par les étrangers - Lex Friedrich);
- un accord pour que les règles du traité EEE aient un caractère de droit international public : les parlements nationaux des pays concernés pourront ainsi se prononcer sur toute nouvelle règle postérieure à 1992, à moins qu'ils n'en laissent la compétence à leurs gouvernements.

Cette négociation ne nous décourage pas, mais nous ne pouvons assurer que nous aboutirons favorablement.

Kellenberger: Ich beziehe mich auf die Verhandlungsrunde, die diese Woche stattgefunden hat.

Zum Güterverkehr: Die EG findet das Angebot der Efta-Staaten im Landwirtschaftsbereich völlig ungenügend; es handelt sich um die Bereiche, die vom einseitigen Zollabbau betroffen sind. Nach informellen Angaben sind betreffend Fischerei Island und Norwegen im Clinch mit der EG, weil die EG von Island verlangt, es müsse den Zugang zu den Fischereigewässern gewähren.

Zu den technischen Vorschriften: Der freie Warenverkehr ist nicht geplant, wo verschieden strenge Schutzvorschriften gelten. In diesem Bereich müssen sicher noch Verhandlungen stattfinden (bspw. betreffend leichte Nutzfahrzeuge).

Betreffend Wettbewerbsrecht sind so viele Fragen zurzeit noch offen, dass Prognosen unmöglich sind.

Zur Verhandlungsgruppe 2 (Dienstleistungs- und Kapitalverkehr): Ueber die von uns erwünschte Schutzklausel (Lex Friedrich) muss noch verhandelt werden. Die langen Uebergangsfristen, die für uns optimal wären, sind für die EG unannehmbar; sie drängt ganz allgemein auf massive Senkung der Fristen.

Zum Transitproblem betreffend Oesterreich und die Schweiz gibt es ebenfalls noch viele offene Fragen: Die EG scheint sich langsam damit abzufinden, dass sie auf den 40-Tonnen-Korridor verzichten muss; sie wird aber an gewissen Ausnahmen festhalten (bspw. Lockerung des Nachfahrverbotes). Betreffend Infrastruktur leistet die Schweiz wesentlich mehr als die EG; daher hoffen wir anderweitig auf ein gewisses Entgegenkommen. Weiter offen sind die Fragen der Schiedsklausel sowie der Dauer des Vertrages.

M. Ducret : La Suisse est en train de mettre dans la balance 3 éléments négligeables - les conditions des saisonniers, la Lex Friedrich, les camions de 40 tonnes - en face de notre économie dans son ensemble.

A propos des transports, il faut pourtant constater que les poids des marchandises transportées baissent - on l'observe déjà pour les chemins de fer -. Pour la Suisse, la moyenne de charge utile est de 5000 kg. Mon homologue du Tessin a proposé d'adopter un quota pour les transports internationaux, ce qui me semble être une solution valable.

Au lieu de se tenir à une position systématique de refus, il faudrait accepter de prendre les mesures suivantes :

- suppression du statut de saisonnier, qui est défavorisé par rapport à celui du demandeur d'asile;
- suppression de la Lex-Friedrich : on n'a jamais vu un Allemand acquéreur d'un terrain avec sa villa remporter le tout en Allemagne, alors que cela est facile pour les industries. Or, dans ce domaine, il n'y a pas de protection en Suisse.
- contingentement des transports de 40 tonnes.

Huber: Wie soll der Informationsbericht im Rat behandelt werden? Oesterreich und die Schweiz verhandeln separat mit der EG betreffend Verkehrsprobleme; trotzdem sollen aber die Ergebnisse Bestandteil des EWR-Vertrages sein.

Ich möchte darauf aufmerksam machen, dass die Schweiz den *acquis communautaire* im wesentlichen annimmt, mit Ausnahme von ein paar Details (Ueberfremdungsproblematik, Terrainprobleme, Lex Friedrich, 40-Tonnen-Korridor).

Zur Verkehrsfrage: Die Schweiz kann den Anforderungen durchaus genügen, und zwar aufgrund unserer Bahnkapazitäten. Diesbezüglich bin ich gar nicht einig mit Herrn Ducret; gemäss meinen Informationquellen wird das Verkehrsvolumen sich in der nächsten Zeit vervielfachen.

Der EWR-Vertrag ist meines Erachtens eine tragfähige Lösung; darum ist es wichtig, dass die Schweiz mit Nachdruck verhandelt. Wir haben schon viel Souveränität aufgegeben.

Die EG-Verhandlungsmodalitäten sind widersprüchlich: Einerseits spricht man von den europäischen Freunden, andererseits legt man dieses Verhalten an den Tag (bspw. betreffend Agrarpolitik).

Meines Erachtens werden seitens der EG mehr Rauchgranaten geworfen als wirkliches Geschütz.

Onken: Ich bitte Herrn Kellenberger, gewisse Punkte auszuführen, es sind dies: Der freie Personenverkehr, die flankierenden Politiken, Mitbestimmung und Zeitplan.

M. Felber, Conseiller fédéral : M. Kellenberger n'a donné qu'un exemple des difficultés rencontrées - celui des transports -, mais il y a encore les autres domaines dans lesquels ses collègues sont engagés.

(à M. Huber) Le Conseil fédéral ne souhaite pas que le rapport serve de base de discussion au Parlement. Toutefois, à la fin de février, lorsque la discussion sera terminée, un rapport définitif paraîtra.

Notre intention était plutôt, après le rapport de 1988, de faire le point, ce qui explique que les deux commissions - des affaires étrangères et des affaires économiques - aient siégé ensemble en présence des chefs de département concernés. Le rapport du 26 novembre 90 est dépassé par la négociation, ce dont les deux commissions sont convenues, ce qui ne l'empêche pas d'être le point de départ d'une réflexion générale.

(à M. Onken) L'agenda devient une question préoccupante. La dernière date prévue devrait être fin mai-juin 91. Notre but était de parvenir à un bon accord qui serait mis en vigueur le 1er janvier 1993, en même temps que le Marché unique.

Cependant, avec le nombre de lois à modifier, avec la réflexion que mène actuellement le Conseil fédéral sur la manière de présenter le projet - au Parlement et au peuple - en collaboration avec l'Office fédéral de la justice, nous sommes en face d'un laps de temps extrêmement limité : à partir du 1er juillet 91, il faudrait que la dernière votation populaire ait lieu en décembre 1992.

Le but du Conseil fédéral en matière d'agenda serait le suivant :

- novembre 91 : présentation du message au Parlement (60 lois fédérales à modifier; 95% des modifications sont minimales);
- novembre 91-juin 92 : débat dans les commissions puis aux Chambres;
- juin 1992 (ou octobre 92 au plus tard) : votations finales; ensuite, les Chambres doivent adopter les mesures législatives.

Il n'est pas à exclure que nous ayons du retard par rapport à nos collègues de l'AELE qui ne connaissent pas ce passage obligatoire de la votation populaire, et ce serait dommage.

M. l'ambassadeur Kellenberger : (à M. Ducret) Si la Suisse imposait des contingentements maintenant, on irait à l'encontre de ce qui se passe en Europe. Celle-ci a tendance à diminuer et abolir les contingentements.

M. Ducret : L'interdiction des contingents est un pas en avant.

M. l'ambassadeur Kellenberger : Il se pose plusieurs problèmes à ce propos. Il ne faudrait pas donner de faux signal, et la Communauté pourrait penser de nouveau que la Suisse ne fait pas l'effort nécessaire.

(Zu Herrn Huber): Die EG ist nicht bereit, ständig Ausnahmen zuzulassen.

Huber: Können Sie kurz erläutern, wie Schutzklausel und Uebergangsfristen voneinander abgegrenzt werden? Wird die Schutzklausel unabhängig vom Zeitpunkt der Ratifikation an gelten?

Kellenberger: Die Uebergangsbestimmung besagt, dass das EG-Recht erst bei Ablauf dieser Frist voll übernommen werden muss; die Schutzklausel wird angewendet von diesem Zeitpunkt an. Eine genaue Formulierung der Schutzklausel ist noch nicht vorhanden. Das quantitative Kriterium, das wir vorgeschlagen haben, ist der EG nicht genehm; sie bevorzugt ein qualitatives.

Zum freien Personenverkehr: Die von uns vorgeschlagene, zehnjährige Uebergangsfrist ist der EG zu lange; sie denkt an sechs, sieben Jahre. Betreffend Familienzusammenführung von Saisoniers ist sie mit langen Fristen einverstanden, allerdings unter gewissen Bedingungen im Bereich der Saisoniers (bspw. Mobilität).

M. Ducret : Pour montrer les difficultés qui se posent en matière de transports : M. Huber a évoqué les problèmes que le trafic impose au canton d'Argovie, mais rappelons que le trafic Nord-Sud par le tunnel du Mont-Blanc est 4 fois plus élevé que celui du Gotthard. C'est en cela que nos négociateurs ont des difficultés : en effet le trafic existe, et la Suisse essaie de le repousser. Je comprends donc que la Communauté n'accepte pas cela.

Je ne suis pas d'accord sur la question du contingentement : c'est le minimum que nous pourrions proposer. Il suffit en outre de prendre connaissance de la répartition du trafic de poids lourds sur les trois axes Suisse-Autriche-France, pour se rendre compte qu'il ne faut pas parler uniquement en termes de poids, mais aussi de nombre. Les chemins de fer ont aussi introduit un contingentement, le nombre de trains sur la ligne du Gotthard étant limité. La route répond aux mêmes critères. Il est regrettable qu'on ne veuille pas aller dans cette direction.

Kellenberger: Zu den flankierenden Politiken: Unsere Uebergangsfristen betreffend Gesellschaftsrecht werden als zu lang betrachtet; betreffend Forschungs- und Technologieprojekten spricht die EG von einer "dynamischen Zusammenarbeit". Entsprechende Modalitäten werden noch erarbeitet werden müssen. Die Frage der Efta-Statuten, ob sie am Rahmenprogramm für Forschung und Technologie voll mitmachen können, hat die EG bisher nicht beantwortet.

Zu den institutionellen und rechtlichen Fragen: Hier konnte eine wesentliche Annäherung betreffend EWR-Gerichtshof erreicht werden, offen ist allerdings noch die Frage, wie Vertragsverletzungsverfahren gegen Vertragsparteien gehandhabt werden sollen.

Die gemeinsamen Entscheidungsmechanismen wurden an diesen Verhandlungen nicht diskutiert; hier sind verschiedene Fragen noch offen. Die Informationsunterlagen von mir sollen eine nüchterne Beschreibung des Verhandlungsstandes sein.

Zur Kohäsionspolitik: Es geht hier um Landwirtschaft, Fischerei und Fonds. Es ist ein Finanzfonds geplant, der - von den Efta-Staaten verwaltet - Projekte in weniger entwickelten EG-Staaten finanzieren soll; wie diese Idee vom EG-Ministerrat aufgenommen wird, ist heute noch unklar.

5.2 Relations parlementaires avec des parlementaires des pays du sud de la
Communauté
Parlamentarische Beziehungen mit Parlamentariern von südlichen EG-Länder

Onken: Ich verweise auf meine Begründung in der letzten Sitzung. Meine Überlegungen tragen dem Umstand Rechnung, dass die Kontakte zu den EG-Parlamentariern der südlichen Länder selten sind; von dieser Seite kommt auch der grösste Widerstand. Was können wir Parlamentarier gegen diese Fronten unternehmen?

Schaller: Wir können Ihnen keine konkreten Vorschläge unterbreiten. Die Initiative muss von den Parlamentariern ausgehen; wir sind aber gerne bereit, Sie jederzeit zu unterstützen.

M. Felber, Conseiller fédéral : M. Delamuraz, Conseiller fédéral et moi-même, nous avons soutenu les propositions des deux commissions - des affaires étrangères et des affaires économiques - pour tenter de coordonner les déplacements ainsi que l'information des parlementaires à l'occasion de leurs déplacements.

M. Onken a raison, à propos des pays du Sud, de faire savoir que les rapports entre ces pays - la Grèce étant totalement oubliée à présent - et le nôtre sont problématiques. Ces pays sont plus durs vis-à-vis des pays de l'AELE, l'arrivée de la Suisse et de la Suède risquant de les supplanter au sein de la CE.

J'ai choisi de rendre mes prochaines visites bilatérales en Espagne et au Portugal en mars prochain pour ces motifs. Il y a eu des problèmes avec l'Espagne à propos de Bretton Woods, et cela correspond sans doute à cette crainte de se trouver en bout de peloton.

Nous sommes prêts à vous aider et à vous faire recevoir si vous nous annoncez assez tôt vos projets de voyage.

Président : Il serait bon que l'on nous signale dans quel pays une visite serait utile, et que l'on nous prépare une liste à cet effet.

Schaller: Eine erste Kontaktnahme auf parlamentarischer Ebene wäre sinnvoll mit Spanien.

Schmid: Das Büro des Ständerates wird vorschlagen, dass die Kommission Huber die Koordination betreffend EG-Efta-Delegation übernehmen wird, damit Doppelspurigkeiten vermieden werden können.

5.3 CSCE : derniers développements et perspectives
KSZE : neueste Entwicklungen, Perspektiven

Frau von Grünigen :

In der heutigen Zeit, wo wir mit dem Golfkrieg, den Ereignissen im Baltikum und den Unruhen in Jugoslawien konfrontiert sind, um nur jene Konfliktherde zu nennen, die uns besonders berühren, müssen wir die Möglichkeiten der Schweiz prüfen, weltweit und in Europa Schritt für Schritt am Aufbau einer Friedensordnung mitzuwirken. Den Forderungen nach einer aktiveren Politik können wir durchaus auf der Grundlage unserer bewährten aussenpolitischen Maximen nachkommen. Wir müssen sie nur richtig nützen.

Das heisst insbesondere, dass wir uns wieder einmal klar werden über den Zweck der Neutralitätspolitik. Denn sie ist nicht mehr und nicht weniger als das Instrument eines dauernd neutralen Staates in Friedenszeiten, das diesem im Kriegsfall die Anwendung des Neutralitätsrechts ermöglichen soll, wie es in den Haager Konventionen der Jahrhundertwende verankert ist. Sie lässt uns folglich einen weiten Raum für tätige Aussenpolitik im Dienste der internationalen Gemeinschaft. Nach schweizerischem Verständnis heisst dies auch Solidarität mit andern Staaten und Völkern und Mitwirkung bei der internationalen und regionalen Zusammenarbeit.

Ein ganz besonderes Interesse haben wir als Kleinstaat inmitten Europas natürlich an einer stabilen und friedlichen Ordnung auf unserem eigenen Kontinent. Wir sind daher auch gewillt, am Aufbau neuer Sicherheitsstrukturen in Europa, namentlich im Rahmen der KSZE mitzuwirken. Wie Sie wissen, ist die KSZE mit der Unterzeichnung der Charta für ein neues Europa durch die Staats- und Regierungschefs am Gipfeltreffen vom vergangenen November in Paris in eine neue Phase getreten. Die Charta trägt den Veränderungen in Mittel- und Osteuropa Rechnung, indem sie ein Europa in Frieden, Demokratie und Einigkeit anstrebt und sämtliche KSZE-Staaten verpflichtet, ihre Strukturen auf demokratischen und rechtsstaatlichen Prinzipien aufzubauen, die Menschenrechte und Grundfreiheiten zu achten und wirtschaftliche Reformen auf marktwirtschaftliche Grundsätze abzustützen. Als logische Fortsetzung der Schlussakte von Helsinki von 1975, die den Dialog zwischen Ost und West auf der Grundlage der Anerkennung von zwei verschiedenen Gesellschaftssystemen einleitete, wird in der Charta von Paris die Ueberwindung der Teilung Europas, wiederum im Rahmen der KSZE, signalisiert.

Allerdings bestätigen die jüngsten Ereignisse im Baltikum - und nicht minder in Jugoslawien - leider jene Ansicht, wonach Rückschläge auf dem Weg zu einem einigen, übereinstimmenden Werten verpflichteten Europa nicht auszuschliessen sind. Mit Besorgnis beobachten wir den wachsenden Einfluss konservativer Kräfte in der Sowjetunion, die ihre direkten Auswirkungen auf die Republiken haben. Wir verstehen die Warnung, dass sich in der Sowjetunion Tendenzen verstärken, zu "altem Denken" zurückzukehren und

reaktionäre Kräfte versucht sein könnten, unter dem Deckmantel, die Union zu retten, erneut eine Gewaltherrschaft über das ganze Land zu errichten.

Doch sollte sich in dieser Situation gerade die Schweiz besonnen zeigen und nicht von einer vielleicht etwas übertriebenen Europa-Euphorie vor einem Jahr in einen Europapessimismus zurückfallen. Die zunehmende Organisation Europas kann uns helfen, diese Rückschläge zu mildern und hoffentlich längerfristig zu überwinden. Vorab stellt uns die KSZE ein Forum und Mechanismen zur Verfügung, die zumindest eine gemeinsame politische Einflussnahme auf die Eindämmung oder sogar Lösung solcher Konflikte ermöglichen. So protestierten vor einem Monat verschiedene Delegationen - darunter auch die schweizerische - an einem KSZE-Expertentreffen in Wien gegen die militärische Intervention in Vilnius. Zudem schlugen die Schweiz und andere Delegationen die Abhaltung einer ausserordentlichen Sitzung der KSZE vor, an der die Sowjetunion um Auskunft über die Ereignisse und deren Bewältigung befragt werden sollte. Leider lehnte Moskau damals eine solche Sitzung als "Einmischung in innere Angelegenheiten" ab. Wir verlangten daraufhin am 25. Januar unter Berufung auf den Mechanismus der menschlichen Dimension der KSZE, der bei Menschenrechtsverletzungen angerufen werden kann, in Moskau und bei der sowjetischen Botschafterin in Bern Auskunft über die Vorfälle in Litauen und Lettland. Darüber hinaus diskutierten wenige Tage danach die KSZE-Staaten an einer Ausschusssitzung hoher Beamter in Wien mit der Sowjetunion eingehend über das Baltikum. Auf unsere besorgten Vorhaltungen -

praktisch alle Delegationen gaben entsprechende Erklärungen ab - antwortete der sowjetische Delegationsleiter mit einer ausführlichen Stellungnahme.

Diese Woche erhielten wir nun auch eine sowjetische Stellungnahme zu unserem Informationsbegehren, die Frau Botschafterin Novojilova überbrachte. In einer Note wurde der Wille Moskaus in Aussicht gestellt, durch verschiedene Massnahmen Ruhe und Stabilität im Baltikum wieder herzustellen. Zu diesen Massnahmen gehören die gerichtliche Verfolgung und Bestrafung der für die Gewaltanwendung in Vilnius und Riga Verantwortlichen sowie die parallelen Untersuchungen einer Sonderkommission des Obersten Sowjets; dazu gehören auch die Schaffung eines ständigen Verhandlungsmechanismus mit Vertretern aus allen drei Republiken und eine Reihe von Dringlichkeitsmassnahmen zur Ueberwindung der politischen und verfassungsrechtlichen Krise, wie die Errichtung einer aus verschiedenen politischen und Bürgergruppen zusammengesetzten Vermittlungskommission. Es liegt natürlich an uns, die Durchführung dieser Massnahmen und ganz allgemein die Weiterentwicklung im Baltikum aufmerksam zu verfolgen und wenn nötig erneut auf die KSZE-Mittel zurückzugreifen.

Doch lassen Sie mich nach diesem Exkurs zurückkommen zu den neuen Aufgaben, die sich den KSZE-Staaten in naher Zukunft stellen. Sie berühren vor allem die Bereiche der Sicherheit, der menschlichen Dimension, der wirtschaftlichen Zusammenarbeit und des Umweltschutzes.

Jede friedliche Zusammenarbeit erhöht die Sicherheit. Im engern Sinne bedeutet Sicherheit jedoch militärische Sicherheit durch Abrüstung sowie Vertrauens- und Sicherheitsbildung, friedliche Lösung bestehender Konflikte, Verhütung neuer Konflikte.

Bislang hat die Schweiz an den KSZE-Verhandlungen über vertrauens- und sicherheitsbildende Massnahmen teilgenommen, die bis zum nächsten umfassenden KSZE-Folgetreffen 1992 in Helsinki weitergeführt werden. Wie die andern neutralen und nichtgebundenen Staaten (N + N) ist die Schweiz nicht an den unter den 22 Mitgliedstaaten der NATO und des Warschauer Paktes im Rahmen der KSZE geführten Verhandlungen über konventionelle Streitkräfte beteiligt, die in Paris zu einem ersten Abkommen (CFE) führten und ebenfalls bis Helsinki fortgesetzt werden. Aller Voraussicht nach werden wir jedoch zusammen mit unsern N+N-Partnern nach Helsinki an gemeinsamen Verhandlungen aller KSZE-Staaten über Sicherheit, Abrüstung sowie Sicherheits- und Vertrauensbildung teilnehmen, wenn die beiden jetzt parallel laufenden Verhandlungen zusammengelegt und mit einem neuen Mandat versehen werden.

Die friedliche Lösung von Konflikten ist ein altes schweizerisches Postulat. Schiedsgerichtsbarkeit gab es bereits unter den Alten Eidgenossen. Zu Beginn der KSZE-Verhandlungen anfangs der siebziger Jahre hatte die Schweiz ein Projekt für ein System der friedlichen Streiterledigung eingebracht, das aber unter den damaligen Ost-West-Verhältnissen wenig Anklang fand. Mit Genugtuung konnten wir im reformbestrebten Europa eine Renaissance der friedlichen Erledigung von Streitfällen beobachten, die

allerdings gegenwärtig durch die Ereignisse im Golf und im Baltikum wieder gewisse rückläufige Tendenzen erlebt. Die Ergebnisse eines Expertentreffens, das kürzlich in Malta zu Ende ging, zeigen eine gewisse Zurückhaltung einzelner Delegationen, sich zu bindenden Methoden zu bekennen.

Als weitere Massnahme für mehr Sicherheit habe ich vorhin die Konfliktverhütung genannt. Mit der Ueberwindung der Konfrontation in Europa sind ja nicht einfach alle Konflikte auf unserem Kontinent aus der Welt geschafft. Vielmehr drohen gewisse Konflikte, die bisher von den totalitären Regimen unterdrückt wurden, mit deren Beseitigung neue Dimensionen zu erhalten. Ich denke vor allem an die Frage der nationalen Minderheiten, die mit dem Erwachen eines neuen Nationalbewusstseins stärker in den Vordergrund treten. Wichtig sind zur Verhütung neuer Konflikte nicht nur der bessere Schutz der Minderheiten, ihrer Identität und ihrer Rechte, sondern auch die Förderung der Erkenntnis bei den Mehrheiten, dass Minderheiten eine Bereicherung und nicht eine Bedrohung darstellen.

Hier kann die Schweiz aus ihrer historischen Erfahrung schöpfen. Unser Vorschlag, im kommenden Juli in Genf ein Expertentreffen über nationale Minderheiten zu organisieren, ist nach anfänglichen Widerständen bei einzelnen Delegationen nun in der Pariser Charta verankert und wird - wie ich hoffe - im Jubiläumsjahr der Eidgenossenschaft einen konstruktiven Beitrag zur Konfliktverhütung in Europa leisten.

Im Bereich der Menschenrechte gilt es vorab, die Mechanismen für deren Schutz auszubauen. Die Schweiz hatte an der Menschenrechtskonferenz in Kopenhagen die Möglichkeit der Entsendung von Beobachtern vorgeschlagen, wenn Verdacht auf Menschenrechtsverletzungen in einem Land besteht. Dieser Vorschlag wird zusammen mit andern Ideen im kommenden Herbst an der nächsten Konferenz über die menschliche Dimension in Moskau weiterbehandelt.

Ein ganz wichtiger Punkt in Europa ist die wirtschaftliche Zusammenarbeit. Die Staaten Mittel- und Osteuropas werden den wirtschaftlichen Aufschwung nicht ohne Unterstützung des Westens schaffen. Die Umstellung auf marktwirtschaftliche Prinzipien wird ein langwieriger Prozess sein: es braucht Schulung, Mentalitätsumstellung, es braucht die Fähigkeit, mit dem Leistungsprinzip, mit der Gesetzmässigkeit von Angebot und Nachfrage umzugehen. Im wirtschaftlichen Bereich müssen auch wir Schweizer wohl bereit sein, nicht nur nach gewinnorientierten Gesichtspunkten, sondern vielmehr mit einer gewissen Solidarität, die vielleicht Opfer von uns fordert, am wirtschaftlichen Aufbau der Staaten mitzuwirken, die sich in einer nicht ungefährlichen Uebergangsphase befinden.

Ausbau der Wirtschaft heisst auch bessere Bedingungen für den Umweltschutz. Auf diesem Gebiet haben die KSZE-Staaten sich in Paris ebenfalls viel vorgenommen, um der nationalen und der grenzüberschreitenden Umweltzerstörung Einhalt zu gebieten.

Man ist sich unter KSZE-Staaten bewusst, dass die enormen Zukunftsaufgaben nur in Zusammenarbeit mit bereits bestehenden

Organisationen bewältigt werden können, dass dafür aber auch eine gewisse Institutionalisierung der KSZE unumgänglich ist.

Eine zentrale Rolle wird im künftigen Europa die Europäische Gemeinschaft spielen. Schon jetzt ist sie zu einem der wichtigsten Faktoren im KSZE-Prozess geworden. Im militärischen Sicherheitsbereich wird die NATO auch nach Auflösung des Warschauer Pakts dominieren. Die KSZE ist zumindest zum gegenwärtigen Zeitpunkt nicht in der Lage, militärische Verteidigungsaufgaben mit gemeinsamen Truppen zu übernehmen.

Ein System kollektiver Sicherheiten gemäss Uno-Charta ist in absehbarer Zukunft sicher nicht konsensfähig.

Immer wichtiger wird die Zusammenarbeit mit dem Europarat, vor allem wenn ihm vermehrt mittel- und osteuropäische Staaten beitreten (Ungarn Ende 1990, CSFR gestern). Er hat im Bereich der Menschenrechte die höchsten Standards erreicht. Ferner wünschen verschiedene Staaten, unter ihnen die Schweiz, dass die KSZE einen parlamentarischen Unterbau erhält, der auf der Parlamentarischen Versammlung des Europarats basieren könnte.

Wirtschaftsorganisationen wie die EFTA, die Europäische Wirtschaftskommission der UNO oder die OECD können ebenfalls weiterhin zur Zusammenarbeit mit der KSZE beigezogen werden.

Dem Bedürfnis nach einer minimalen Institutionalisierung der KSZE wurde vorab mit der Einführung eines regelmässigen politischen Konsultationsmechanismus Rechnung getragen. Danach sollen die Staats- und Regierungschefs alle zwei Jahre im Rahmen der Folgetreffen und die Aussenminister mindestens einmal pro Jahr

zusammenkommen. Zur Unterstützung dieser sowie der zahlreichen Expertentreffen wird ein kleines administratives Sekretariat in Prag errichtet. In Wien entsteht ein Konfliktverhütungszentrum, das allerdings vorerst nur vertrauens- und sicherheitsbildende Massnahmen im militärischen Bereich durchführen soll und allenfalls später auch andere Funktionen, z.B. auf dem Gebiet der friedlichen Streiterledigung, übernehmen könnte. Zur Förderung freier Wahlen und - wenn gewünscht - der Organisation von Wahlbeobachtung wird in Warschau ein Büro für freie Wahlen eröffnet.

Sie sehen, wir sind bemüht, in Europa auch in der KSZE unsern Verpflichtungen nachzukommen und im Rahmen unserer aussenpolitischen Möglichkeiten einen konstruktiven Beitrag zu leisten. Wichtig ist, dass wir im gesamteuropäischen Raum für neue Aufgaben offen bleiben, ohne Berührungängste; nur so kann auch die Schweiz eine zukunftsgerechte Arbeit leisten.

Onken : Wie beurteilen Sie persönlich die Idee, dass der Europarat das parlamentarische Fundament des KSZE bilden soll ?

M. Felber, Conseiller fédéral : Toute la discussion est née autour du terme "basée sur" une représentation identique à celle de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

La première idée consistait - la Suisse en était le défenseur - à reprendre la composition du Conseil de l'Europe existante et à y ajouter les pays non membres de celui-ci. Les Etats non membres ont opposé rapidement un non catégorique - surtout les USA et le Canada, qui craignaient de se trouver exclus au sein d'une assemblée rodée à fonctionner sans eux.

Nous en sommes venus à ajouter la mention "basée sur" une représentation identique, ce qui signifie que les parlements nationaux sont représentés, mais qu'il n'y a pas de parlementaires élus. Plusieurs pays ont déjà pris la décision d'avoir recours à leur délégation auprès du Conseil de l'Europe, mais ce n'est pas systématique.

Frau von Grünigen: Wir sind an sich sehr bestrebt, Doppelspurigkeiten zu vermeiden, indem möglichst bestehende Organisationen einbezogen werden. Angesichts des transatlantischen Links wird es aber kaum möglich sein, lediglich die Europaratsversammlung zu erweitern. Das spanische Parlament hat die Parlamente der KSZE-Staaten für anfangs April nach Madrid eingeladen; an dieser Versammlung sollen Fragen zu diesem Thema diskutiert werden.

Huber: Unsere Europaratsdelegation hat sich für eine solche Lösung ausgesprochen, hingegen haben die USA ihre Mitarbeit unter diesen Umständen verweigert. Meines Erachtens ist ein eigenes KSZE-Parlament aber auch keine Lösung, und zwar weil dies die Kapazitäten übersteigen dürfte. Es wäre möglich, eine kleine Gruppe von Vertretern aus den sicherheitspolitischen Kommissionen in ein KSZE-Parlament zu schicken.

Frau von Grünigen: Das KSZE-Parlament würde ein bis zwei Mal jährlich während zwei Tagen zusammenkommen und direkt an die Sessionen der Europaratsversammlung angeschlossen werden. In der KSZE geht es darum, im Rahmen der Demokratisierung, der Verpflichtung auf Demokratie und Rechtsstaatlichkeit die Parlamente einzubinden.

5.4 Demande d'adhésion de la Suisse aux Institutions de Bretton-Woods
 Gesuch der Schweiz um Beitritt zu den Institutionen von Bretton-Woods

M. Felber, Conseiller fédéral : Nous avons demandé une quote-part de DTS de 2,2 milliards de dollars qui a immédiatement été contestée. Diverses négociations ont eu lieu sans qu'aucune décision fût prise. Le président - canadien - ainsi que d'autres membres - dont la France, notre parrain - ne voulaient pas faire procéder à un vote qui aurait exclu la Suisse.

Le taux actuel est arrêté à 1,75 milliards de dollars. On compte sur un appui des pays du G5 et du G7. Certains pays continuent à se sentir menacés par une présence de la Suisse trop encombrante, puisqu'elle souhaite un taux qui lui permette de participer à la gestion.

Le 14 février, un rapprochement s'est opéré : l'Espagne a cessé de s'opposer, et nous avons obtenu l'appui de certains pays.

La prochaine séance est fixée au début du mois de mars prochain, et nous allons encore oeuvrer en vue de nous ménager des appuis (de certains pays africains, notamment).

La semaine dernière, nous avons déjà une majorité en notre faveur - grâce à la France et à l'Iran, favorables à une quote-part plus élevée -, mais le président souhaite qu'un consensus s'établisse. Au début du mois de mars au plus tard, la question sera tranchée et sera présentée à l'assemblée plénière.

Onken : Diese Quote von 1,75 Milliarden \$ ist offenbar entscheidend, oder kann man einen geringeren Betrag acceptieren ?

M. Felber, Conseiller fédéral : Nous voulions une quote-part suffisante pour avoir une bonne représentation au conseil d'administration, et jusqu'à 1,7 milliards de dollars, c'est valable. Après, l'on fixera à quel groupe la Suisse appartiendra. Et chacun cherche à se trouver dans le meilleur groupe selon ses possibilités.

Onken : Damit besteht also auch die Bereitschaft, die Zahl des Direktoriums zu erhöhen ?

M. Felber, Conseiller fédéral : Oui.

6. Politique internationale : actualités
Internationale Politik : aktuelle Fragen

6.1 Crise du Golfe : état de la situation
 Golfkrise : Stand der Situation

M. Felber, Conseiller fédéral : Les derniers événements datent de cette nuit, après les dernières propositions de l'URSS faites à l'Irak pour régler le conflit. Nous attendons la réponse de Bush.

La situation, jusqu'à ce soir, est restée relativement fluide et il était difficile de prévoir la suite des événements. Jusqu'à ce matin, nous croyions à l'imminence d'une offensive terrestre, comme le laissaient entendre nos ambassades des pays respectifs engagés dans le conflit, ainsi que les Nations Unies.

Les initiatives diplomatiques ont accentué l'incertitude. Il n'en reste pas moins qu'elles ne s'écartaient pas de la condition posée par la Résolution 660 des Nations Unies du retrait immédiat et sans condition de l'Irak des territoires koweïtiens. Il n'y a jamais eu de réponse à cette première partie.

L'autre partie était la reprise en compte de l'attitude irakienne qui liait son retrait à l'ouverture d'une conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient.

Aujourd'hui, nous pensons que le principe d'une conférence pour régler la paix au Moyen-Orient est accepté. Les Nations Unies paraissent écartées de ce dossier. Le secrétaire général est quelquefois accusé de ne pas faire assez pour résoudre le problème. Lui-même a le sentiment que la situation lui a échappé au moment où les coalisés sont entrés en guerre.

M. Perez de Cuellar a repris l'initiative toutefois quant à l'après-guerre : il envisage la nécessité de trouver une solution globale. Il pourrait s'agir des mesures suivantes :

- 1) Une tentative pour demander aux pays de la région de créer une forme de CSCE, mais strictement circonscrite à ces pays.
- 2) Sur le plan international, ouvrir une série de négociations bilatérales entre les pays qui ont des contentieux difficiles de guerre : Liban, Syrie, Israël - les Palestiniens des territoires occupés -, Irak, Iran. Il s'agirait de déterminer les éléments à négocier, puis d'organiser une conférence sur la paix au Moyen-Orient.

Ne perdons pas de vue que la voie ouverte aux Nations Unies est limitée aux résolutions qui ont été votées à propos d'Israël, de la Palestine et des territoires occupés, et qui n'ont jamais été appliquées. Les premiers contacts après la guerre vont sans doute s'établir dans ce contexte.

(à M. Onken) Dans le domaine humanitaire, nous avons déjà soutenu de nombreuses actions dans les pays voisins de l'Irak en faveur des réfugiés.

Nous avons mis 10 millions de francs à disposition des organisations internationales qui sont sur place : le Haut commissariat aux réfugiés, l'Organisation des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation internationale maritime, l'UNDRO et l'UNRWA. Le CICR, en tant que partenaire privilégié de la Suisse, bénéficie de 17,5 millions de francs de garantie pour les risques des transports par avion, et de 2,5 millions de francs au titre de l'assistance matérielle et des mesures d'organisation.

D'autre part, une décision du Conseil fédéral est attendue pour l'octroi au CICR d'une "garantie en cas de déficit" jusqu'à concurrence de 10 millions de francs et d'une aide alimentaire d'une valeur de 2 millions de francs en faveur de l'UNRWA.

Le Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophes s'est préparé sur le plan personnel et matériel afin de pouvoir intervenir rapidement en cas d'urgence.

Dans le domaine écologique, la Suisse a pour le moment pris deux initiatives concernant la pollution provoquée par la marée noire dans les eaux du Golfe Persique :

- Le Président de la Confédération, en réponse à une demande du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'Environnement, a annoncé la disponibilité de la Suisse à participer au financement d'une "Fact finding mission" dans le Golfe visant à évaluer les dégâts provoqués par la marée noire et à entamer un plan à long terme pour en contrôler les effets.

- Des contacts sont en cours avec l'Organisation maritime internationale, qui coordonne l'aide internationale d'urgence, en vue de connaître notamment quelles sont les actions menées ou envisagées par d'autres Etats. Le but est de définir sur le plan multilatéral le cadre d'une éventuelle participation de la Suisse à une action d'assainissement, soit par une aide financière, soit par une assistance technique.

Dans le domaine économique et social, le Conseil fédéral a proposé aux Chambres - qui en débattront à la session de printemps - le versement d'un montant de 100 millions de dollars au titre d'aide aux pays les plus directement touchés par les effets économiques et sociaux des sanctions et de la crise. Ce versement, sous forme de dons non liés, est destiné à l'Egypte, à la Jordanie et à la Turquie, dans le cadre d'une action multilatérale entreprise par le "Gulf Crisis Financial coordination Group".

N'oublions pas les effets indirects de cette crise sur les pays de l'Europe centrale et de l'Est: ainsi, l'Irak remboursait ses dettes auprès d'eux en leur livrant du pétrole gratuitement, et l'approvisionnement étant interrompu, ces pays se trouvent sévèrement en difficulté.

En ce qui concerne la reconstruction économique des Etats touchés par la guerre, nous partons du principe que les Etats pétroliers devraient porter la plus grande partie du fardeau eux-mêmes. L'Arabie saoudite, qui a contribué pour plusieurs milliards de dollars aux efforts de guerre, se trouvera peut-être en difficulté toutefois. Il conviendra sans doute de se concerter quant à une action internationale.

Dans le domaine politique, nous avons tenté à plusieurs reprises d'intervenir pour interrompre ce conflit. Nous ne pouvions évidemment pas nous démarquer de la position des Nations Unies quant au retrait inconditionnel du Koweït, mais nous avons invité les parties au conflit à tenir une conférence internationale, étant conscients toutefois, vu la multiplicité des problèmes, qu'une seule conférence ne saurait suffire.

Que peut faire la Suisse ?

Dans nos entreprises, nous devons veiller à ne pas donner l'impression que nous faisons le travail du CICR. Nous avons toujours insisté sur le respect à accorder aux conventions de Genève. Le CICR est empêché actuellement de travailler en Irak, ce qui fait que nous appuyons constamment les revendications du CICR de faire respecter ces conventions. La Suisse analyse les possibilités d'actions directes dont il faut mesurer la distance : il ne s'agit pas de recevoir de prisonniers car cela reviendrait à arracher au CICR son droit de voir les prisonniers sur place, avant que l'on ne procède aux échanges. Dans le domaine de la santé, nous envisageons plutôt une action en faveur des personnes malades ou blessées, et notre action en est actuellement au stade de l'évaluation.

Le Conseil fédéral est d'accord sur le principe de créer un contingent suisse de casques bleus, mais il faut pour cela une base légale - acceptation par les Chambres - ainsi qu'une préparation spéciale. Le Conseil fédéral a décidé de déposer un message à ce sujet. Néanmoins, comme nous l'avons fait en Namibie, nous pourrions envoyer une unité médicale attachée à un contingent de casques bleus.

6.2 Afrique noire : situation en Somalie et au Rwanda
Schwarzafrika : situation in Somalia und Rwanda

M. l'ambassadeur Simonin :

A - SOMALIE

Situation générale

Le problème fondamental du conflit en Somalie est basé sur les querelles des différents clans pour la prédominance. La situation politique, économique, militaire et sociale de la Somalie est très grave, voire catastrophique.

Des efforts sérieux de réconciliation du Gouvernement du Président Siad Barré avec le Mouvement National Somali du nord et les mouvements rebelles du sud, l'organisation d'une table ronde entre le Gouvernement et l'opposition pour mettre fin à la guerre civile, jeter les bases de nouvelles institutions et créer une nouvelle constitution n'avaient abouti à rien.

Situation actuelle

Depuis le renversement du régime de Siad Barré fin janvier 1991 par le groupe des rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (USC), le pays est déchiré par les affrontements entre les mouvements de libération luttant pour le pouvoir et l'évolution politique future du pays est incertaine.

A rappeler que le Congrès de la Somalie unifiée avait nommé le 29 janvier un nouveau président somalien, M. Ali Mahdi Mohamed, nomination qui avait par ailleurs suscité quelques remous parmi les autres mouvements d'opposition, notamment du Mouvement National Somalien (MNS) qui a refusé de reconnaître le nouveau président.

A rappeler également que le nouveau président a déclaré lors de sa nomination que sa première tâche serait d'unifier un pays au bord de l'effondrement et a promis que des élections seraient organisées sous peu. L'USC a également promis de former un gouvernement de réconciliation nationale avec des représentants de tous les groupes d'opposition, y compris les exilés.

Lieu de séjour de Siad Barré

Nous n'avons aucune information confirmant que Siad Barré se trouve toujours en Somalie ou qu'il ait pu se réfugier au Kenya comme l'ont prétendu certains articles de presse. Le Kenya a apparemment offert librement à Siad Barré une escorte, au cas où il aurait pu fuir son pays, afin de traverser la frontière kenyanne. Il devait toutefois s'engager à choisir un troisième pays, qui lui accorderait l'asile.

Si Siad Barré devait nourrir le projet de se rendre dans notre pays, l'autorisation d'entrée et d'asile devrait être soumise à l'approbation du Conseil fédéral. L'Office fédéral des étrangers serait informé qu'avant qu'un lieu d'accueil soit recherché ou qu'une quelconque action soit entreprise en faveur de Siad Barré, il devrait de toute urgence consulter le Coordinateur en matière de politique internationale des réfugiés et la Division politique II du Département fédéral des affaires étrangères.

Prétendus avoirs de Siad Barré en Suisse

Dans sa réponse écrite du 2 novembre 1989 à la question ordinaire Rechsteiner du 6 octobre 1989, il avait été dit que le Conseil fédéral ne dispose d'aucune base lui permettant de juger du bien-fondé des rumeurs relatives à de prétendus capitaux en fuite, détournés par Siad Barré. Les autorités suisses n'ont d'ailleurs, jusqu'à ce jour, pas été interpellées à ce sujet par les nouveaux dirigeants de la Somalie. Une éventuelle demande somalienne visant à obtenir le blocage des comptes bancaires ou l'entraide judiciaire devra naturellement faire l'objet d'un examen attentif par les autorités suisses compétentes.

Quant à la question d'une prétendue villa du Président Siad Barré à Genève, le Conseil fédéral constatait dans la même réponse que le DFAE, compétent en cas d'acquisition d'un bien immobilier pour le compte de l'ancien Chef d'Etat somalien, n'a reçu aucune demande à cet effet. Selon les autorités genevoises concernées, ni Siad Barré ni son épouse ne figurent comme propriétaires au registre foncier.

Colonie suisse à Mogadiscio

Lors des combats dans et autour de la ville de Mogadiscio, tous les ressortissants étrangers, dont une dizaine de délégués suisses du CICR et un couple suisse ont pu être évacués. Selon nos informations, il ne reste qu'une ressortissante suisse, Mme Rosmarie Schneeberger, qui vit à Afgoi, localité située à environ 40 km de Mogadiscio, dans une chapelle catholique abandonnée qu'elle a aménagée en orphelinat. Elle a exprimé le désir de ne pas abandonner les orphelins en bas âge. Nous avons chargé les autorités italiennes ainsi que le CICR de tenter d'obtenir des nouvelles de notre compatriote sur place.

Une délégation du CICR se trouve actuellement à Berbera, au nord-ouest de la Somalie.

Relations de la Suisse avec la Somalie (Aide humanitaire)

Notre politique à l'égard des Etats de la Corne de l'Afrique impliqués dans la guerre civile se caractérise par notre engagement humanitaire (en particulier par des livraisons de produits alimentaires) en faveur des populations les plus affectées. Cette politique est également appliquée à la Somalie. La Section Aide humanitaire et alimentaire a accordé en 1990 les prestations suivantes :

- | | |
|---|-----------------|
| - contribution financière au CICR | 1.000.000 Fr.s. |
| - Livraison de 1000 tonnes de farine au CICR (Nord-Ouest) | 750.000 Fr.s. |
| - Atelier et entrepôts : Berbera pour le CICR construits par le Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophes | 300.000 Fr.s. |

soit 2.050.000 Fr.s.

B - RWANDA

1. Situation générale

Les combats entre les forces gouvernementales rwandaises et le Front patriotique rwandais (FPR) se poursuivent sporadiquement. Ils se limitent à la région située au nord du Rwanda et ont un caractère de guérilla. Le FPR continue à opérer au moins partiellement depuis l'Ouganda, mais il a aussi établi des points d'appui au Rwanda même. Son action est facilitée par le grand nombre de Tutsis qui vivent dans la région frontière.

Il apparaît ainsi que les deux armées régulières du Rwanda et de l'Ouganda ne parviennent pas vraiment à contrôler un groupe de rebelles, dont le nombre est pourtant assez restreint, le long d'une frontière de quelque 250 km. De plus, la situation politique interne du Rwanda est très tendue. Seule une solution négociée du conflit semble donc susceptible de permettre le retour à la paix.

Le contingent militaire français encore sur place sert à la protection des étrangers.

2. Question des réfugiés

Durant des années, le Président Museveni a mené des discussions avec les autorités rwandaises afin de trouver une solution au problème des nombreux réfugiés rwandais se trouvant sur le territoire ougandais. Ces discussions, qui se sont poursuivies jusqu'au déclenchement des hostilités, ne débouchèrent toutefois sur aucun résultat concret, le Rwanda, surpeuplé et pauvre, se déclarant incapable d'absorber le retour de dizaines de milliers de réfugiés. A cela s'ajoute bien sûr le fait que ces rapatriés n'auraient pas appartenu à la majorité hutu au pouvoir dans ce pays.

En octobre dernier, les Chefs d'Etat du Rwanda, de l'Ouganda et de Tanzanie se réunirent dans ce dernier Etat, à Mwanza, et adoptèrent une déclaration comprenant trois points principaux : 1. négociation d'un cessez-le-feu à la frontière entre le Rwanda et l'Ouganda, 2. établissement d'une équipe d'observateurs militaires dans cette

région et 3. réunion d'une conférence au sommet des Chefs d'Etat du Rwanda, de l'Ouganda, du Burundi, du Zaïre, de Tanzanie et du Kenya pour traiter le problème des réfugiés rwandais.

Le cessez-le-feu, en fait une condition au déroulement du processus de paix, n'est pas entré en vigueur. Le projet de constituer un groupe d'observateurs militaires comprenant des membres des six Etats devant participer au sommet s'est réduit à la formation d'un petit groupe d'observateurs comprenant des officiers rwandais et ougandais, dont les activités n'ont guère convaincu. Les travaux préparatoires pour une conférence au sommet sur les réfugiés en provenance du Rwanda se sont toutefois poursuivis.

Après plusieurs reports, cette conférence vient de se tenir à Dar es Salaam, le 19 février, en présence de représentants de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) et du Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR). Son communiqué final précise notamment les points suivants : le Gouvernement rwandais reconnaît le droit au retour des réfugiés et garantit leur intégration à la vie politique du pays; les Etats riverains du Rwanda faciliteront la naturalisation des réfugiés rwandais qui désirent obtenir la nationalité de leur pays de résidence; l'OUA et le HCR sont chargés de définir un plan d'action pour la mise en oeuvre des décisions de la conférence et de convoquer dans les six mois une réunion des donateurs pour mobiliser les ressources nécessaires à cette fin. Il est dans notre intention de contribuer à l'aide internationale qui sera octroyée à cette occasion.

Espérons que la volonté politique de chacune des parties concernées par ce conflit permettra maintenant de concrétiser rapidement les décisions prises, l'entrée en vigueur effective d'un cessez-le-feu et le retour de cette région à la paix, si nécessaire à son développement.

3. Interventions de la Suisse

Nous suivons avec une attention particulière aussi bien la question des réfugiés que celle des personnes emprisonnées à la suite de cette crise. Nous avons donc attiré à plusieurs reprises déjà l'attention du Gouvernement rwandais sur l'importance que nous attachons au respect des droits de l'homme et à la recherche sincère d'une solution durable au problème que pose l'existence des réfugiés rwandais.

4. Coopération suisse au développement

Nos actions de coopération au Rwanda ont pour but premier d'améliorer les conditions de vie de la population. A un moment où celle-ci est doublement touchée par la crise économique et par le conflit actuel, une suspension de notre assistance pourrait contribuer à accroître ses difficultés et augmenter des tensions déjà très vives. Nous n'envisageons donc pas pour l'instant de suspendre notre aide, ni d'ailleurs de la conditionner formellement au respect de certaines conditions. La meilleure manière de montrer que nous maintenons notre confiance dans l'évolution de ce pays est de ne pas abandonner les opérations de développement en cours, ni d'arrêter tout dialogue concernant les nouvelles actions, dans la mesure où les conditions objectives de travail sont satisfaites, ce qui est largement le cas aujourd'hui, même si certaines opérations tournent encore au ralenti.

6.3. Situation en Afrique du Sud Situation in Südafrika

M. l'ambassadeur Simonin : Le 1er février 1991, de Klerk annonçait à nouveau, Tors de l'ouverture de la session parlementaire, l'abolition des lois les plus importantes de l'apartheid encore en vigueur, à savoir le "Group Areas Act" et le "Land Act". En outre, on pouvait constater au cours de l'année passée une certaine libéralisation de la vie politique. La liberté de réunion a été restaurée et l'interdiction des manifestations a été levée. La peine capitale a été suspendue et la censure politique réduite. Et, ce n'est pas la moindre des choses, le Parti national a été ouvert à toutes les races.

Malgré la réconciliation officielle entre l'ANC et l'INKATHA, cette dernière s'étant constituée en tant que parti politique l'année passée sous le nom de "Inkatha Freedom Party", il reste des différences importantes entre ces deux organisations.

En ce qui concerne le choix d'un système politique, l'Inkatha favorise, comme le gouvernement, une conférence de tous les partis et de tous les mouvements en vue de l'élaboration des principes de la nouvelle constitution, cela pour avancer sur le chemin de la transition. Du point de vue de l'économie, l'Inkatha voudrait instaurer un système libéral et social assez proche des idées occidentales. Un soutien particulier aux petites entreprises serait souhaité.

L'ANC, en revanche, a pour but de remplacer le gouvernement actuel le plus vite possible. Son idéal serait toujours un Etat unitaire fonctionnant selon le principe "one man - one vote". Mais, au moins pour une phase transitoire, on accepterait également un système parlementaire à deux chambres, l'une représentant le peuple, l'autre les différents groupes ethniques. Par rapport à l'économie, l'ANC s'est clairement distancé d'un système socialiste. La nationalisation de branches industrielles entières n'est plus à l'ordre du jour.

Le gouvernement et le Parti national, à leur tour, ne veulent surtout pas se laisser mettre à l'écart du pouvoir par un gouvernement intérimaire. Dans leur conception politique, on trouve le système parlementaire à deux chambres qui comprend, outre une chambre des représentants, un sénat fort qui représente des régions, voire des cultures. Il est de leur intention d'instaurer une sorte de démocratie de concordance gouvernée par une coalition. De cette manière, ils pourraient assurer l'influence de la minorité blanche.

Le 8 janvier 1991, Nelson Mandela a proposé d'organiser une conférence ouverte à tous les partis et mouvements pour :

- élaborer les principes d'une nouvelle constitution,
- désigner un organe qui rédigera un projet de constitution,
- élire un gouvernement intérimaire qui aura pour tâche de surveiller la transition vers une nouvelle Afrique du Sud.

Tout dernièrement, on a appris que quelques-uns des derniers obstacles à des négociations constitutionnelles entre l'ANC et le gouvernement avaient été éliminés. Il s'agit notamment de l'abandon de la lutte armée par l'ANC, celui-ci ayant considéré jusqu'à présent seulement l'avoir suspendue.

Les événements les plus récents montrent, tout de même, une certaine flexibilité de part et d'autre. Buthelezi, après avoir hésité longtemps, a finalement consenti à une rencontre qui apparemment s'est déroulée dans une ambiance de cordialité. Avec cela, l'indispensable stabilité politique devrait être assurée dans un premier temps. Ainsi, les partis les plus importants de l'opposition noire ont créé un point de départ pour des négociations substantielles sur une base légitime car issue d'un processus démocratique.

A noter qu'apparemment, le président de l'ANC, M. Oliver Tambo, laisse jouer à Mandela le premier rôle politique.

M. Ducret : Cette évolution est-elle plutôt favorable ou au contraire ?

M. l'ambassadeur Simonin : Le processus de démobilisation de l'apartheid ainsi que le dialogue entre les deux leaders noirs semble montrer que la situation prend la bonne direction.

M. Ducret : Même avec le principe d'"une personne, un vote" ?

M. l'ambassadeur Simonin : Dès que l'on aura élargi le dialogue à d'autres tendances, l'ANC n'étant plus l'interlocuteur privilégié, cette notion pourrait se modifier ou tenir compte des autres composantes politiques.

Schmid : Wie beurteilen Sie die Zukunft der schwarzen Bevölkerung bzw. die Beziehungen zwischen den verschiedenen Stämmen ?

M. l'ambassadeur Simonin : Des risques existent, mais le simple fait que les différentes tendances parmi la population noire restent fluides laisse espérer que les tentatives de cohésion prévalent.

6.4 Evénements politiques déterminants dans les pays de l'Est; état de l'aide; problématique de l'asile envers l'URSS; pays baltes

Bedeutende politische Ereignisse in den Ländern Osteuropas; Stand der Hilfe; Asylproblematik gegenüber UdSSR; Baltische Staaten

M. Felber, Conseiller fédéral : Nous préparons un message pour avril prochain pour parvenir à poursuivre notre aide. La somme de 250 millions de francs est quasiment épuisée. Nos projets fonctionnent déjà, et d'autres sont en cours : cette semaine à Lucerne se tient un séminaire sur le fédéralisme auquel participent 30 représentants de tous les pays du bloc de Varsovie. Toutes ces personnes sont motivées - à l'exception de la délégation de l'URSS, qui marque un retour à l'aspect conventionnel d'antan. Il sera peut-être bon ensuite de ménager des rencontres avec des parlementaires pour parler du fédéralisme sur place.

La situation politique : le Pacte de Varsovie n'existe plus, ce qui pose un problème particulier à l'Europe, car l'OTAN y gagne une importance particulière. L'OTAN pourrait jouer un rôle politique dans le cadre d'une Union européenne, par exemple, ou à travers la Communauté. Sans parler que certains pays de l'Est ont annoncé être prêts à faire partie de l'OTAN. De plus, en Hongrie notamment, la force militaire ne tenait qu'à la présence de l'armée soviétique sur son territoire.

A cause de la convertibilité en dollar, effective depuis le 1er janvier 1991, le COMECON est dissout. Malheureusement, cette phase de démantèlement n'a pas été suivie par une édification solide. Le Pacte de Varsovie sera remplacé par une série d'accords bilatéraux. L'Union soviétique restera le principal partenaire. Elle a déjà abouti avec la Roumanie et la Bulgarie, mais les autres pays de l'Est n'ont pas encore établi de rapports aussi étroits.

Les indices d'une nouvelle constellation en Europe sont les suivants :

- la réouverture des négociations sur les forces conventionnelles en Europe (CFE) permet de constater qu'une nouvelle situation s'est créée qui pourrait durer un certain laps de temps; les anciens pays satellites font maintenant front commun avec l'Occident contre l'URSS. Cependant, cette dernière paraît vouloir ruser avec ce traité : au lieu de supprimer son matériel de guerre, elle l'a évacué dans l'Oural. De ce fait, les USA refusent de ratifier le traité.

- un front similaire s'est formé dans la façon d'apprécier l'attitude soviétique dans les pays baltes. Signalons qu'à la conférence ministérielle de Madrid, le ministre soviétique a insisté sur la volonté de poursuivre la perestroïka, a fait amende honorable quant aux événements dans les pays baltes, et a prié les pays occidentaux de ne pas stopper leur aide, faute de quoi les forces conservatrices prendraient le dessus.

La Yougoslavie se trouve dans une situation grave, marquant une tendance à la désintégration. La Croatie et la Slovénie font sécession, et l'on a abandonné l'idée d'une coopération souple. En outre, les événements d'Albanie aggravent la situation, avec la perspective de perdre le Kosovo.

Mis à part le glissement à droite en URSS, nous connaissons le conflit Gorbatchev-Yeltsine. De fait, il ne serait guère souhaitable que Yeltsine prenne le pouvoir, car il est assez dictatorial dans sa direction de la république de Russie. Il n'a fait aucune proposition d'ordre démocratique jusqu'à présent et semble avide de pouvoir.

En ce qui concerne les pays baltes, nous ne les reconnaissons pas à l'heure actuelle, à l'instar de l'ensemble des pays occidentaux. Ce que nous recherchons, c'est aboutir à une véritable discussion entre les pays baltes et l'URSS, et l'indépendance pourra être déclarée ensuite. N'oublions pas que certains Etats baltes comptent des soviétiques pour près de la moitié de leur population.

En Bulgarie et en Roumanie, l'évolution est plus lente. La Bulgarie est sur le bon chemin. Des élections y auront lieu en mars prochain. L'état économique de ce pays est cependant alarmant, d'autant plus qu'il doit maintenant acheter son pétrole en devises, et au prix du marché. Nous y faisons livrer de grandes quantités de médicaments.

Dobler: Ich bedanke mich beim EDA und bei Herrn Bundesrat Felber für die flexible Haltung und für den Einsatz.

Die Schweiz befürwortet nach wie vor eine Nahostkonferenz: Wie können die arabischen Staaten eingebunden werden? Welche Haltung nimmt die Schweiz ein?

M. Felber, Conseiller fédéral : Nous n'avons pas le texte complet du projet de l'URSS. Nous pensons que l'URSS a dû demander qu'il n'y ait pas de lien entre le retrait inconditionnel du Koweït et la conférence sur le Moyen Orient. Ce doit être la raison pour laquelle cette conférence n'est pas mentionnée.

Il est difficile d'apprécier les volte-face de Saddam Hussein, mais on peut imaginer que l'Iran ait joué un rôle : M. Tarek Aziz s'est arrêté à Téhéran avant Moscou. Nous n'en savons pas plus, bien que servant d'intermédiaire entre l'Iran et les USA.

Quant à la conférence sur le Moyen Orient, elle sera sans doute placée sous l'égide des Nations Unies, qui a voté les sanctions et les résolutions. Elle sera ouverte à tous les pays arabes, y compris à ceux du Maghreb. La Suisse pourrait éventuellement organiser une telle conférence et appuyer les efforts déployés par les Nations Unies. Mais rien n'est sûr pour l'instant.

Président : Et les otages en Afghanistan ?

Schaller: Die IKRK-Delegierten sind am 12. Januar entführt worden. Wir wurden sofort informiert vom IKRK, wollten damals aber jede Publizität vermeiden; eine Parallele zu den Entführungen im Libanon schien nicht vorhanden zu sein.

Wer hinter der Aktion steht, ist bis heute nicht ganz klar; u. U. spielen politische oder erpresserische Motive eine Rolle. Die schweizerische Staatsbürgerschaft schien nicht Grund für die Entführung gewesen zu sein. Bisher konnten alle ähnlichen Fälle in Afghanistan vom IKRK gütlich geregelt werden. Das IKRK verfügt über glaubwürdige Indizien dafür, dass es den Entführten gut geht.

Der Generaldelegierte für Asien ist zurzeit in Afghanistan, um sich der Sache anzunehmen.

6.5 Réunification de l'Allemagne : réactions et perspectives Wiedervereinigungen beider deutschen Staaten : Reaktionen und Perspektiven

(cf. annexe 2 - Siehe Anhang 2)

Präsident: Zu diesem Traktandum haben Sie einen Bericht, datiert vom 21. Oktober, erhalten.

Woker: Die aussenpolitische Entwicklung läuft gut, der "Zwei plus Vier"-Vertrag befindet sich auf guten Wegen; er ist von Grossbritannien und der UdSSR zurzeit noch nicht ratifiziert. Der Abzug der sowjetischen Truppen aus dem Gebiet der ehemaligen DDR ist etwas problematisch und wird länger dauern als bisher angenommen. Es wird aber kaum politische Gründe für eine Verzögerung geben. Die innenpolitischen Aspekte sind schwerwiegender: Deutschland sucht heute sicher eine neues Selbstverständnis und tritt international anders auf als früher. Dies hat natürlich Auswirkungen auf die europapolitischen Entwicklungen; klar ist auch, dass Deutschland heute weniger Interessen zeigt an den Fragen der europäischen Integration als früher.

Auch wenn diese Entwicklungen nicht alarmierend sind, muss doch erwähnt werden, dass sie die Position der Schweiz beeinflussen.

Huber: Was geschieht, wenn die Sowjetunion den "Zwei plus Vier"-Vertrag nicht ratifizieren wird?

Woker: Ich kann Ihnen keine konkreten völkerrechtlichen Auswirkungen nennen. Es handelt sich hier primär um ein politisches Problem: Wenn die UdSSR den Vertrag nicht ratifizieren würde, würde sie sicher ihre Truppen nicht zurückziehen. Dies ist sehr unwahrscheinlich, schon alleine deshalb, weil ihnen die Soldaten wegläufen. Was bei einem allfälligen Umsturz in der Sowjetunion geschehen würde, gehört in den Bereich der Spekulationen.

6.6 Adhésion du Liechtenstein à l'ONU : information de la Suisse par le Liechtenstein et conséquences pour la Suisse

Beitritt Liechtensteins zur UNO : Informationen an die Schweiz und Folgen für die Schweiz

(cf. annexe 3 - Siehe Anhang 3)

Les membres de la commission accusent réception du document.

7. Coordination de la politique extérieure Koordination der Aussenpolitik

7.1 Possibilités de décharger le chef du DFAE par l'activité de nos représentations à l'étranger (vu l'augmentation du travail et la nécessité de valoriser l'activité de nos diplomates)

Möglichkeiten zur Entlastung des Vorstehers des EDA durch die Tätigkeiten unserer Vertretungen im Ausland (angesichts der noch wachsenden Arbeit und der Notwendigkeit, die Rolle unserer Diplomaten aufzuwerten)

Schaller: Es geht um die Entlastung des Departementsvorstehers durch die Tätigkeiten unserer Vertretungen im Ausland. Die Bedeutung unserer Botschaften hat in den letzten Jahren im allgemeinen stark abgenommen. Die Vertretung des Departementschefs durch die Botschafter ist oftmals nicht möglich, weil die Präsenz des Ministers erforderlich ist, d. h. die Möglichkeit, vermehrt Staatssekretärstellen zu schaffen, löst das Problem nicht. Andererseits muss betont werden, dass die Reisen auch der Informationsbeschaffung des Ministers selbst dienen. Eintagesreisen sind aber natürlich sehr belastend.

Eine mögliche Entlastung kann darin bestehen, dass die Botschafter vermehrt mithelfen bei der Arbeit in der Zentrale.

Eine Bemerkung zur Vorbereitung von Verhandlungen: Hier besteht die Tendenz, dass immer häufiger Spezialisten aus der Zentrale diese Arbeiten übernehmen.

Präsident: Es geht uns grundsätzlich um die Problematik, die für alle Departementschefs besteht.

Wie könnte der Informiertheitsgrad der Botschafter gehoben werden?

Huber: Als Präsident der Kommission Regierungsreform habe ich mich schon vielfach mit dieser Ueberbelastung auseinandergesetzt. Dieser Arbeitszuwachs ist sicher zurückzuführen auf die steigende Zahl der Auslandreisen, die zunehmende Belastung durch die Medien, die steigende Komplexität der Geschäfte und die zunehmende Personalisierung in der Politik.

Meines Erachtens sind gewisse Entlastungen durch Staatssekretäre aber durchaus möglich.

Die Querinformation innerhalb der Zentrale und mit den Aussenposten ist weitgehend gesichert.

Dobler: Der Ruf nach Rationalisierung ist alt; der Vorschlag von Herrn Schaller geht in die richtige Richtung.

Intern sind wir weitgehend frei, wie die Arbeit aufgeteilt wird; problematisch ist der Druck von aussen: Wir müssen uns den Erwartungen anpassen. Prinzipiell sollte der Departementsvorsteher teilnehmen, soweit notwendig, und nicht soweit möglich.

M. Ducret : C'est une erreur. Les personnes veulent rencontrer leur alter ego. M. Cavadini, président de la Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique vous le confirmera : on ne souhaite pas rencontrer des suppléants, même dans ces conférences.

Nous avons deux systèmes : l'un, politique, se compose des Chambres et du Conseil fédéral; l'autre, administratif, se compose de fonctionnaires jusqu'au plus haut niveau, et qui ne sont pas élus. Il en est de même dans tous les pays. Dans aucun pays, une personnalité élue n'acceptera de rencontrer un fonctionnaire, si haut que soit son niveau.

Il faut diviser le travail, en se faisant aider de ministres, ou en augmentant le nombre de Conseillers fédéraux.

Président : Le problème qui se pose est différent : dans certains pays, on ne veut pas des ministres, qui ne connaissent pas les dossiers. C'est par exemple le cas en Italie.

Il faudrait donc, par exemple, que les diplomates indiquent le cas échéant dans quel cas le Conseil fédéral doit se déplacer. Et cela signifie que le diplomate a fait le travail de préparation préalable.

Nous avons des ambassadeurs et il s'agirait de les valoriser en ce sens que leur aide soit plus substantielle, à la fois pour décharger le chef du DFAE et pour obtenir l'optimum lors de la visite.

Huber: Die Ausführungen von Herrn Ducret sind meines Erachtens gut. Es ist nicht möglich, dass der Departementschef an Verhandlungen, an der Minister teilnehmen, ersetzt wird. Die Botschafter können aber das Umfeld vorbereiten. Die Belastung des EDA-Vorstehers kommt natürlich auch daher, dass wir nicht ein vollamtliches Staatsoberhaupt haben.

M. Ducret : Apparemment, nos ambassadeurs à l'étranger sont parfois débordés. Lors de notre dernière visite à Stockholm, l'ambassadeur était avisé de notre visite, mais il n'a pas pu nous recevoir pendant les trois jours où nous y étions.

N'oublions pas que les pays où se tiennent les conférences se tiennent à leur fonction d'accueil : la Conférence de Madrid où se trouvait hier M. Felber ne réglait pas les relations entre l'Espagne et la Suisse, mais les problèmes des pays de l'Est.

Ne nous attendons pas à ce que nos ambassadeurs remplacent le Conseil fédéral. Mais ce qui ne va pas, c'est la surcharge du Conseil fédéral en matière de relations internationales.

Président : Le problème sera encore plus aigu avec le Marché unique. Que peut faire le DFAE pour mieux orienter ses collaborateurs ?

Le thème n'est pas encore liquidé et je vous prie de nous préparer un document sur cette question.

Schaller: Zu Herrn Huber: Die GPK des Ständerates befasst sich zurzeit mit Koordinationsfragen im aussenpolitischen Bereich (bspw. OECD-Koordination). Mitte Jahr wird der Zwischenbericht vorliegen. Ende Jahr wird sich die GPK abschliessend dazu geäussert haben; Ziel ist eine Verordnung über Direktverkehr zwischen den Aemtern, dem Bundesrat, den Aussenposten und den internationalen Organisationen.
 Zum Informationsfluss: Wir versorgen unsere Botschaften und Generalsekretariate mit einem Wochentelex, einem Wochenüberblick und einem täglichen Reflect de presse.
 Zur Vorbereitung der Ankunft von Departementschefs: In Rom war es leider sogar mehrfach der Fall, dass die Ankunft nicht gemeldet wurde.
 Zur Vorbereitung von Treffen: Die Vorbereitungsarbeiten erfolgen durch uns, d. h. auch durch die Botschaften, wenn es um bilaterale Treffen geht. Bei multilateralen Verhandlungen erfolgt die Vorbereitung im allgemeinen durch Spezialisten.

Präsident: Die Behandlung des Traktandums 7.2 wird verschoben.

8. Nouveaux objets du Conseil fédéral prévus en 1991 et qui devront être traités par notre commission
Neue Geschäfte des Bundesrates, die von unserer Kommission zu behandeln sind

Schaller: Die Botschaft zum Abkommen mit Italien betreffend eine Bereinigung der Landesgrenze im Bereich der Staumauer von Livigno ist für die Frühlingssession traktandiert.
 Für das nächste Quartal sind folgende Geschäfte vorgesehen: Das Abkommen mit Liechtenstein über eine Teilrevision des entsprechenden Vertrages, damit Liechtenstein Mitglied der Efta werden kann; die Botschaft über den Beitritt der Schweiz zu den drei internationalen Pakten von 1966 betreffend Menschenrechte; der Bericht über die Tätigkeit der Schweiz im Europarat; die zweite Botschaft über die Hilfe an die Oststaaten; die Botschaft über die Verlängerung der Produktionsphase für die Arian-Trägerraketen; eine Botschaft über die Rassendiskrimination; die Botschaft betreffend Weiterführung der humanitären Hilfe; eine Botschaft über Annahme und Aenderung von internationalen Konventionen im Bereich der Seeschifffahrt; der Beitritt der Schweiz zur ACCT; die Botschaft für die Schaffung der rechtlichen Grundlagen eines Blauhelm-Kontingents.
 Nicht zugeteilt wird eine Botschaft über ein Abkommen mit der Sowjetunion über die Regelung von finanziellen Ansprüchen von 1939.

9. Heure des questions
Fragestunde

M. Onken se déclare satisfait de la réponse du Chef du département.

La séance est levée à 13 heures.

Berne, février 1991

ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN: un catalogue des questions encore ouvertes

Par l'Ambassadeur Jakob Kellenberger, Chef du Bureau de l'intégration DFAE/DFEP

A quelques domaines près (énergie, normes vétérinaires et phytosanitaires, libre circulation des personnes non-actives), le droit communautaire qui constituera le TEEE est identifié. Mille trois cent cinquante actes juridiques ont ainsi été inventoriés. Mille textes touchent à la libre circulation des marchandises (huit cents visent à la seule réduction des barrières techniques), cent vingt recouvrent le domaine de la libre circulation des services et des capitaux, cent vingts la libre circulation des personnes et cent seize concernent les politiques horizontales ou d'accompagnement. Cet acquis communautaire pertinent représente onze mille pages, un chiffre qui peut croître si l'on y ajoute les nouvelles dispositions susceptibles d'être acceptées prochainement. Il est à souligner que ces règles interdisent toute forme de discrimination fondée sur la nationalité des acteurs. S'agissant du Traité proprement dit les groupes de négociations se sont d'ores et déjà mis au travail pour en rédiger les différents articles. Un groupe de rédaction conjoint CE/AELE se constituera prochainement. Sur le plan interne AELE, un tel groupe existe déjà.

Fin 1990 les problèmes essentiels de la négociation étaient cernés. Les négociateurs parvenaient également à une entente sur certains principes, par exemple, les modalités d'application possible des clauses de sauvegarde spécifiques ou la description des mécanismes de décision. L'accord de base portant sur la constitution d'un Conseil EEE et d'un organe conjoint EEE représente, à cet égard, une décision préliminaire importante.

1. Clause de sauvegarde spécifique

Il s'agit de résoudre en particulier les conditions selon lesquelles la Suisse pourrait, à la fin de la période transitoire, déroger aux règles de la libre circulation des personnes et aux principes du libre investissement dans le domaine immobilier. L'abandon des exceptions permanentes est lié, entre autres, à l'instauration de clauses de sauvegarde. Il existe une large unité de vue dans le domaine de la procédure et sur le principe du déclenchement autonome. En revanche, les négociations quant à la description exacte de telles clauses sont encore en cours. La commission préfère des clauses générales qui ne soient pas applicables à des pays en particulier. La déclaration ministérielle du 19 décembre 1990, n'opère pas de distinctions entre ces deux types de mécanisme.

2. Période transitoire

De quelles périodes transitoires la Suisse pourra-t-elle se prévaloir avant d'appliquer le droit EEE? - La plupart des actes juridiques contenus dans le Traité seront applicables dès son entrée en vigueur, au 1.1.1993. Dans certains domaines la Suisse envisage l'obtention de périodes transitoires plus longues: libre circulation des personnes, acquisition de biens immobiliers, droit des sociétés, certaines parties du droit social et du droit des transports (liste non exhaustive). Pour la Commission, la durée maximale des périodes transitoires ne

peut dépasser celle accordée, à l'époque, aux nouveaux Etats membres. La pression de la Commission va donc dans le sens d'un raccourcissement des périodes transitoires demandées. Toutefois, l'obtention d'une transition acceptable permettant d'adapter le droit national au droit EEE est une condition avancée par les pays de l'AELE pour réduire leurs exceptions permanentes.

3. Etendue et modalités de coopération dans le domaine des politiques d'accompagnement.

"La participation pleine et entière" des pays de l'AELE aux programmes communautaires est un point central des demandes faites dans le cadre des négociations EEE. La Commission n'est aujourd'hui pas prête à aller aussi loin que le souhaitent les pays de l'AELE. Le texte de la déclaration ministérielle du 19.12.1990 mentionne cependant la nécessité de créer une base juridique solide pour organiser cette participation mais ne dit rien d'une "véritable participation pleine et entière". La suite des négociations permettra de déterminer si celles-ci déboucheront sur un partenariat équilibré et pragmatique.

4. Libre circulation des marchandises et différence des normes techniques dans le domaine de la protection de l'environnement, de la santé et de la sécurité des travailleurs.

Des solutions restent à trouver pour le cas où, au 1.1.1993, aucune mesure acceptable reposant sur l'acquis communautaire n'est trouvée et qu'il y a divergence entre les parties contractantes sur la reconnaissance mutuelle des normes techniques. Un certain nombre de produits pourraient faire l'objet d'exceptions à la libre circulation des marchandises, notamment les véhicules utilitaires légers (différences dans les prescriptions sur les émissions de gaz), les motos (différences dans les prescriptions concernant le bruit), les CFC, les piles et certains produits chimiques.

5. Simplification des règles d'origine

C'est un point sensible de la négociation auquel la Commission n'a accordé jusqu'à ce jour qu'une attention marginale et où elle se refuse d'aller aussi loin que les pays de l'AELE le souhaitent. Cet enjeu touche aussi notre industrie textile, dans le domaine notamment du trafic de perfectionnement passif (confection exécutée dans des pays tiers caractérisés par une main-d'oeuvre avantageuse).

6. Liste succincte de domaines où des solutions négociées restent à trouver

- régime de concurrence EEE (organisation du système de surveillance, définition de l'acquis communautaire pertinent)
- base légale EEE pour les services audiovisuels
- prise en compte des dispositions relatives à la libre circulation des personnes non actives (i.c. simplification des formalités douanières)
- insertion ou non dans le Traité des dispositions relatives à l'énergie ("l'acquis" comprend 5 directives, 2 ordonnances et 3 décisions)

- contrôles vétérinaires et phytosanitaires
- entraide administrative des autorités de surveillance des instituts de services financiers
- commerce des produits agricoles transformés (élargissement des protocoles 2 aux accords de libre-échange, suppression de la préférence communautaire sur les prélèvements à l'importation, prélèvements sur la différence de prix d'après le teneur effective en matières premières agricoles)
- commerce du poisson et d'autres produits de la pêche

7. Domaine institutionnel et juridique

Ce domaine se caractérise par un grand nombre de questions ouvertes. Même les domaines où il a été relevé un rapprochement partiel des points de vue entre AELE et CE (cf. Déclaration conjointe du 19.12.90), des interprétations différenciées concernant le document conjoint démontrent la difficulté qu'il y a à traduire dans le Traité les intentions politiques affirmées à la fin décembre.

Priorités de la négociation

- la délimitation exacte des compétences entre le Conseil EEE et l'organisme conjoint EEE
- les phases et les modalités de l'élaboration de la décision
- les conséquences pouvant découler d'un désaccord à propos d'une règle EEE (parties dos à dos)
- la participation des experts et représentants AELE au sein des comités CE, importants pour l'application et la mise au point de normes communautaires dont le contenu est significatif pour l'EEE (comitologie)
- la composition et les compétences de la Cour de justice EEE
- l'organisation de la surveillance générale et particulière de l'EEE (la discussion porte sur un pilier unique EEE ou un système à 2 piliers, selon lequel les pays de l'AELE devraient mettre sur pied un organisme de surveillance propre)

Constatons aujourd'hui que la CE n'accordera pas aux pays de l'AELE un véritable mécanisme de co-décision tel que visé par eux dans la négociation. La CE est en revanche prête à renseigner et informer les pays de l'AELE durant toute la procédure interne d'élaboration d'une décision, si celle-ci est déterminante pour l'EEE.

L'agriculture et les transports sont partiellement réservés à des discussions séparées puisque des négociations bilatérales sont en cours entre la Suisse et la CE dans ces domaines; les résultats devront cependant être analysés à la lumière du TEEE.

Agriculture

La reprise de l'acquis communautaire agricole n'est pas une base de la négociation EEE. En d'autres termes le TEEE ne prévoit pas de politique agricole commune avec des prix unifiés et des régimes extérieurs communs. Dans le même temps, cependant, la CE estime qu'un Traité équilibré implique, pour certains pays de la CE et leurs produits agricoles un meilleur accès aux marchés AELE.

La revendication principale de la CE repose sur une élimination des taxes douanières sur ce qu'il est convenu d'appeler les "produits de cohésion"; ce sont des produits dont les pays du sud de l'Europe assurent l'essentiel de la production. En observant la liste des produits transmise par la CE (70 produits), seule une petite moitié d'entre eux correspondrait au critère de la cohésion.

Les discussions sur le dossier agricole (une première séance s'est tenue le 8 février 1991 à Bruxelles) et d'éventuelles négociations à ce sujet, entre la Suisse et la CE, seront de caractère bilatéral et se dérouleront dans le cadre et selon les règles du GATT.

Transport

Le transport, y compris la libéralisation des marchés terrestres et aériens, seront du domaine du TEEE. Le droit communautaire touchant au trafic entrera donc dans le cadre du TEEE et sera repris. Simultanément et sur demande de la CE, se tiennent toutefois des négociations bilatérales sur le Transit entre la Suisse et la CE.

Cet accord vise prioritairement à établir, en commun, des règles pour promouvoir le transport combiné et le transport ferroviaire (Infrastructure et mesures d'accompagnement), un objectif que la CE et la Suisse recherchent de manière coordonnée. Tout en respectant la limite des 28 tonnes (poids maximal autorisé pour les poids lourds) et l'interdiction de rouler la nuit et le dimanche en Suisse, le traité sur le transit envisage des facilités d'ordre technique pour le trafic routier, une collaboration qui permette le développement en commun de normes environnementales plus élevées ainsi que des mesures fiscales coordonnées (imputation des coûts d'infrastructure). Condition à l'aboutissement du Traité: que la question de la limite des 28 tonnes ne soit plus remise en cause.

Après deux ans de négociation, les positions de la Suisse et de la CE se sont sensiblement rapprochées sur les enjeux à moyen et long terme, en matière de politique des transports. Les divergences les plus aiguës qui subsistent ont trait aux exceptions sur la limite des 28 tonnes et sur la revendication suisse, que les acteurs suisses soient traités de la même manière que les acteurs communautaires, en ce qui concerne le poids et les mesures des véhicules ainsi que l'accès au marché des transports.

POLITISCHES SEKRETARIAT

Bern, 29. Oktober 1990

Vereinigung der beiden deutschen StaatenZeitlicher Ablauf

Trotz aller Schwierigkeiten war am 30. August der Einigungsvertrag, d.h. der Vertrag über die Beitrittsbedingungen zustandegekommen, der in der Folge auch die parlamentarischen Hürden in der Bundesrepublik und in der DDR überwand. Die Vereinigung der beiden deutschen Staaten ist mit Wirkung vom 3. Oktober 1990 perfekt. Die DDR hat den Beitritt der neu geschaffenen Länder Brandenburg, Mecklenburg-Vorpommern, Sachsen, Sachsen-Anhalt und Thüringen zur Bundesrepublik Deutschland am 3. Oktober 1990 vollzogen.

Vorgängig wurden in Moskau die 2+4 Gespräche am 12. September abgeschlossen. Am 1./2. Oktober haben die KSZE-Aussenminister in New York über die deutsche Vereinigung beraten und ein Tag später ist sie bereits in Kraft getreten.

Am 14. Oktober wurden in den neuen Bundesländern die Landtage gewählt, am 19. November wird in Paris der KSZE-Gipfel tagen und die deutsche Vereinigung absegnen, und am 2. Dezember werden die ersten gesamtdeutschen Wahlen stattfinden.

Bedeutung der Vereinigung für Deutschland

Die Bundesrepublik hat mit der Vereinigung vom 3. Oktober 1990 ihre aussen- und deutschlandpolitischen Hauptziele erreicht. Erstens erlangte sie die Einheit Deutschlands in Freiheit gemäss Präambel des Grundgesetzes. Zweitens erreichte sie zusammen mit der DDR in den 2+4 Gesprächen die Wiederherstellung der vollen Souveränität Deutschlands. Und drittens erfolgte all dies in Uebereinstimmung mit der deutschen Europapolitik, die darauf abzielt, Deutschland in ein vereintes Europa zu integrieren. Es ist kein Bruch mit der bisherigen Europapolitik der Bundesrepublik zu erkennen.

Die Vereinigung wird innenpolitisch, wirtschaftlich und auf sozialem Gebiet viele Probleme aufwerfen. Soziale Spannungen und wirtschaftliche Probleme wer-

den nicht ausbleiben. Das Gefälle zwischen der Bundesrepublik und dem Gebiet der ehemaligen DDR ist zu gross, als dass die Schwierigkeiten über Nacht bewältigt werden könnten.

Auswirkungen auf die übrigen EG-Staaten sind zu erwarten. Die Disponibilität der Deutschen im Europa der EG wird aufgrund ihrer Inanspruchnahme durch innerdeutsche Probleme reduziert werden, wobei dies allerdings an der grundlegenden Ausrichtung der Politik unseres Erachtens nichts ändern wird.

Bedeutung für Europa und die Welt

Deutschland ist nach 45 Jahren als gleichberechtigtes Mitglied in die Völkergemeinschaft zurückgekehrt. Erstmals in der Geschichte haben wir es mit einem demokratischen Deutschland zu tun, das über eine im demokratischen parlamentarischen Spiel erprobte Verfassung verfügt.

Es gibt genügend Anlass, der zur Annahme berechtigt, dass dieses neue Deutschland eine Politik der Mässigung und Verantwortung führen wird. Trotz der grossen wirtschaftlichen Bedeutung wird Deutschland keine Grossmacht sein, sondern Mittelmacht bleiben. Es verpflichtet sich, weiterhin auf ABC-Waffen zu verzichten und die Streitkräfte auf 370'000 Mann zu beschränken (Bundesrepublik hatte bisher allein 495'000 Mann).

Wenn die bisherige Politik weiterverfolgt wird, können wir damit rechnen, dass Deutschland auch künftig an der Ueberwindung des Nationalstaates arbeiten wird und dass die Preisgabe nationaler Souveränität an supranationale Institutionen (sprich EG) fortschreitet. Dies will nicht heissen, dass Deutschland nicht mit neuem Selbstbewusstsein und entsprechendem Ton, seine Interessen mit Nachdruck wahrnehmen wird.

Im sicherheitspolitischen Bereich bleibt Deutschland in der NATO eingebunden und wird sich im übrigen für den Ausbau der gemeinsamen Sicherheit in Europa (WEU und KSZE) und in der Welt (kollektives Sicherheitssystem der UNO) einsetzen.

Deutsche Soldaten werden kaum als nationale Soldaten globale Verantwortung in irgendeinem Krisengebiet übernehmen, aber denkbar ist, dass sie im Rahmen der UNO, der EG oder im Rahmen der NATO - also multilateral eingebunden - vermehrt in neuen Gebieten und Aufgaben aktiv sein werden.

DIREKTION FUER INTERNATIONALE ORGANISATIONEN

o.711.1 - PDO/HY/SDM

Bern, den 23. Oktober 1990

AUSSENPOLITISCHE KOMMISSION DES STAENDERÄTS:
SITZUNG VOM 15./16. NOVEMBERAdhésion du Liechtenstein à l'ONU :
Evolution de l'ONU et information de la Suisse par
le Liechtenstein et conséquences pour la Suisse1. Der Beitritt des Fürstentums Liechtenstein zur UNO

Am 18. September wurde das Fürstentum Liechtenstein von der Generalversammlung der UNO auf Antrag des Sicherheitsrats einstimmig als Mitglied der Vereinten Nationen aufgenommen. Damit hat Liechtenstein eines seiner aussenpolitischen Hauptziele der letzten Jahre erreicht. Mit der Mitgliedschaft bei den Vereinten Nationen demonstriert es seine Solidarität mit der Staatenwelt und kann gleichzeitig seine Souveränität hervorheben - letzteres ist für ein kleines Land wie Liechtenstein, welches aus praktischen Gründen eng mit seinen Nachbarn zusammenarbeitet, von grosser Bedeutung.

Mit dem Beitritt übernimmt das Fürstentum Liechtenstein die sich aus der UNO-Charta ergebenden Verpflichtungen. Diese können bei Bedrohung oder Bruch des Friedens unter anderem auch in der Einhaltung von Wirtschaftssanktionen liegen. Liechtenstein bereitet daher gegenwärtig die nötigen gesetzgeberischen Massnahmen vor, um Widersprüche mit den mit der Schweiz eingegangenen Verträge zu vermeiden; so mit dem Zollanschlussvertrag von 1923, der das Fürstentum zu einem Bestandteil des schweizerischen Zollgebiets macht, und mit dem Währungsvertrag von 1980, der die geld-, kredit-

und währungspolitischen Vorschriften der Schweiz auf Liechtenstein ausdehnt. Da aufgrund dieser Verträge das übliche Instrumentarium wie Ein- und Ausfuhrkontrollen erheblich eingeschränkt ist, werden andere Massnahmen wie Einführung einer Meldepflicht für gewisse Geschäfte unter Strafandrohung bei Zuwiderhandlung oder administrative Kontrollen bei einzelnen Unternehmen ins Auge gefasst.

2. Zusammenarbeit Schweiz - Liechtenstein im Rahmen der UNO

Die Schweiz hat bisher von Fall zu Fall das Fürstentum Liechtenstein - stets auf dessen Wunsch hin - in den ihr offenstehenden Gremien und Konferenzen des Systems der Vereinten Nationen vertreten. Auch während der Vorbereitungsarbeiten zum Beitritt fand ein ständiger Dialog statt: So wurden in Bern mit Vertretern des liechtensteinischen Auswärtigen Amtes einschlägige juristische Probleme besprochen. Die Ständige Beobachtermission der Schweiz bei den Vereinten Nationen in New York unterstützte die designierte UNO-Botschafterin des Fürstentums Liechtenstein im Sommer dieses Jahres, indem sie ihr Büroräumlichkeiten zur Verfügung stellte und ihr die nötigen persönlichen Kontakte mit dem UNO-Generalsekretariat, mit den ständigen Mitgliedern des Sicherheitsrats und den Vorsitzenden der regionalen und der Staatengruppen vermittelte. Für die politische Unterstützung seines Beitritts war Liechtenstein allerdings auf die Hilfe des UNO-Mitglieds Oesterreich und anderer Mitgliedstaaten angewiesen.

Ein enger gegenseitiger Kontakt zwischen der permanenten Mission Liechtensteins bei den Vereinten Nationen und der schweizerischen Beobachtermission in New York wird weiterhin in beiderseitigem Interesse liegen. Seit dem Beitritt Liechtensteins wird diese Zusammenarbeit durch die Tatsache geprägt, dass Liechtenstein jetzt in New York zwar über den Status als UNO-Mitglied verfügt; jedoch nur einen oder zwei Diplomaten in New York stationiert hat, während die Schweiz als Nichtmitglied eine Mission hat, die genügend dotiert ist, um wenigstens die wichtigsten UNO-Tätigkeiten aktiv zu verfolgen. In ihrer jetzigen Form steht die Zusammenarbeit zwischen der zwei Missionen noch in ihrer Anfangsphase, die häufigen informellen Kontakte lassen jedoch darauf schliessen, dass sie sich positiv entwickeln wird.

Die Schweizer Mission ist - im Rahmen ihrer Möglichkeiten - bereit, der personalmässig weit kleineren Vertretung Liechtensteins bei der Verfolgung der in den verschiedenen Organen, Komitees und sonstigen Gremien der Vereinten Nationen häufig parallel ablaufenden Geschäfte behilflich sein. Umgekehrt stösst die Schweiz wegen ihrer durch den Beobachterstatus bedingten schwachen Stellung innerhalb der UNO oft an institutionelle Grenzen. In vielen Bereichen ist sie auf die Unterstützung befreundeter Mitgliedstaaten angewiesen, und es ist klar, dass sie dabei auch auf das ihr eng verbundene Nachbarland zurückgreift.

3. Konsequenzen für die Schweiz

In seiner Antwort auf eine Interpellation von Nationalrat Eisenring schrieb der Bundesrat am 15.12.89: "Ein Beitritt Liechtensteins zur UNO hat keine Auswirkungen auf das schweizerisch-liechtensteinische Verhältnis. Das Fürstentum ist in der Gestaltung seiner Aussenpolitik frei, auch wenn die Schweiz es in den meisten Drittstaaten diplomatisch vertritt."

Der Beitritt Liechtensteins zu den Vereinten Nationen hat somit keine direkten Konsequenzen für die Schweiz. Eine indirekte Auswirkung entsteht jedoch dadurch, dass sich die Zahl der Staaten mit Beobachterstatus bei der UNO weiter reduziert hat und dadurch zusätzlich marginalisiert zu werden droht. Neben den beiden Koreas gehören ausser der Schweiz nun noch Monaco, San Marino und der Vatikan dieser Gruppe an. Gleichzeitig wird der Status der Beobachter vermehrt durch teilweise umstrittene nicht-staatliche Organisationen wie beispielsweise die PLO geprägt.

Der Beitritt Liechtensteins ist in eine Zeit grosser politischer Veränderungen gefallen. Wie im letzten Papier, das die DIO für die Sitzung dieser Ständeratskommission vom 6. September 1990 verfasst hat, ausführlich dargelegt wurde, hat die Entspannung zwischen Ost und West klare Auswirkungen auf das System der Vereinten Nationen. Die UNO hat jetzt endlich die Möglichkeit, die Ziele ihrer Charta wahrzunehmen, nachdem die gegenseitige Blockierung durch die ehemaligen Gegner des kalten Krieges innerhalb ihrer Institutionen weggefallen ist. In dieser Atmosphäre zunehmender Normalität kann sie ihre Aufgaben besser erfüllen.

Allerdings sind die Strukturen der UNO bisher noch nicht ihren veränderten Bedürfnissen und Möglichkeiten angepasst worden: Die in der Charta verankerten Institutionen, so beispielsweise die dominante Stellung der fünf ständigen Mitglieder des Sicherheitsrats, gehen auf die ersten Jahre nach Ende des zweiten Weltkriegs zurück. Auch das Sekretariat, dessen Organisation und Personalbestand in den Zeiten der Konfrontation zwischen den zwei Machtblöcken angemessen gewesen sein mag, kann den heutigen Anforderungen noch nicht genügen. Trotzdem ist die Verbesserung der Arbeitsatmosphäre bereits deutlich sichtbar geworden, dies vor allem im Fall der Golfkrise durch die verschiedenen im Sicherheitsrat verabschiedeten Resolutionen.

Die in diesem Zusammenhang gefassten Sanktionsbeschlüsse hatten auch für die Schweiz konkrete Folgen. Es hat sich gezeigt, dass unser Land unabhängig von seinem Status in der UNO bei einem von annähernd allen Mitgliedern getragenen Entscheid nicht abseits stehen kann und will. Dies umso weniger, als die Schweiz (vgl. dazu ebenfalls das frühere DIO-Papier) mit den Vereinten Nationen eng verknüpft ist und die Zusammenarbeit mit der UNO sowie mit ihren Unter- und Sonderorganisationen weiter ausbauen wird.

Der schweizerische Entschluss, sich den von der UNO ergriffenen Sanktionen in autonomer Weise anzuschliessen, fiel in einem durch den europäischen Integrationsprozess und die Oeffnung Osteuropas bereits sensibilisierten Umfeld: Die Frage nach der Stellung unseres Landes in der Welt gehört gegenwärtig zu den aktuellsten Themen und zu den grössten Herausforderungen der schweizerischen Innen- und Aussenpolitik. Traditionelle Konzepte wie beispielsweise der Begriff "Sonderfall Schweiz" müssen der veränderten Situation angepasst und neu definiert werden.

In diesem Fragenkomplex hat der Beitritt des Fürstentums Liechtenstein zu den Vereinten Nationen eine bereits spürbare Tendenz verstärkt und somit in einem gewissen Sinn ebenfalls dazu beigetragen, dass die Haltung der Schweiz gegenüber der UNO wieder zu einer aktuellen Frage geworden ist. Die Antworten auf fünf parlamentarische Vorstösse zu diesem Thema, die in der Herbstsession der eidgenössischen Räte eingereicht wurden, werden gegenwärtig in der Verwaltung erarbeitet und sollen dem Parlament in der kommenden Wintersession durch den Bundesrat vorgelegt werden.

Der Bundesrat wird die Entwicklung der UNO angesichts der in der letzten Zeit erzielten Erfolge genau verfolgen, um gegebenenfalls die nötigen Massnahmen im Hinblick auf eine Veränderung der Beziehung der Schweiz zur Weltorganisation vorzubereiten. Dies hat jedoch unter Beachtung weiterer Prioritäten der Aussenpolitik wie namentlich des Verhältnisses zu Europa und des Beitritts zu den Bretton-Woods-Institutionen zu erfolgen.

PRESSEKOMMUNIQUE

Die Kommission für auswärtige Angelegenheiten des Ständerates hat unter dem Vorsitz von Ständerat Franco Masoni (R/TI) und im Beisein von Bundesrat Rene Felber am 21. und 22 Februar 1991 eine Sitzung abgehalten.

Sie hat dabei insbesondere die parlamentarische Initiative Roth (90.264) über die Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit der Europäischen Gemeinschaft, den Auslieferungsvertrag mit den USA (90.076 s) sowie die Botschaft des Bundesrates vom 18. Juni 1990 zum Abkommen mit Italien betreffend eine Bereinigung der Landesgrenze im Bereich der Staumauer von Livigno (90.044 n) geprüft. Darüberhinaus behandelte sie auch aktuelle Fragen der internationalen Politik, namentlich solche, die mit den multilateralen Beziehungen der Schweiz in Zusammenhang stehen.

Parlamentarische Initiative Roth

Die Kommission hat, nach Anhörung des Initianten, die Initiative mit viel Wohlwollen besprochen. Die Initiative schlägt Beitrittsverhandlungen mit der Europäischen Gemeinschaft vor. Die Kommission anerkannte die Verdienste der Initiative, die eine Diskussion über dieses wichtige Thema ermögliche, das für alle europäischen Länder, einschliesslich die Schweiz, grosse Auswirkungen haben wird.

Trotzdem hat die Kommission mit sieben gegen eine Stimme bei einer Enthaltung der Initiative nicht Folge geben können und empfiehlt dem Rat, sie als verfrüht und zum jetzigen Zeitpunkt ungeeignet zurückzuweisen. Wir müssen uns vor allem bewusst sein, dass die EG noch mehrere Jahre warten, die Beziehungen zwischen den Mitgliedstaaten vertiefen und die bestehenden Schwierigkeiten überwinden will, bevor sie einer Erweiterung zustimmt.

Zudem dürfen wir die Verhandlungen über einen EWR, die der Bundesrat mit Zustimmung des Parlamentes eingeleitet hat, nicht gefährden:

Zum jetzigen Zeitpunkt Beitrittsverhandlungen zu verlangen hiesse, die EWR-Verhandlungen beeinträchtigen und würde nicht nur die Position der EFTA gegenüber der EG, sondern auch jene der Schweiz innerhalb der EFTA schwächen und die schweizerische Loyalität gegenüber der EFTA in Frage stellen.

Ein derartiger Entscheid würde die Unsicherheit, die durch das bereits geäusserte Beitrittsbegehren zweier EFTA-Staaten entstanden ist, nur noch vergrössern. Darüberhinaus würde er in der öffentlichen Meinung der Schweiz nur Verwirrung stiften, denn einerseits führte er zu einer Trennung von EG- und EWR-Befürwortern und andererseits müsste der Eindruck entstehen, dass die Frage überhaupt noch nicht reif sei, was schliesslich die Opposition gegen jegliche Teilnahme am EWR oder in der EG stärken würde.

COMMUNIQUE DE PRESSE

La Commission des affaires étrangères du Conseil des Etats a siégé à Berne les 21 et 22 février 1991 sous la présidence de M. Franco Masoni, député au Conseil des Etats (R/TI) et en présence de M. René Felber, Conseiller fédéral.

La Commission a examiné notamment l'initiative parlementaire Roth (90.264 s) relative à l'ouverture de négociations en vue de l'adhésion à la Communauté européenne, le traité d'extradition avec les Etats-Unis (90.076 s), le message du Conseil fédéral du 18 juin 1990 relatif à la convention avec l'Italie concernant une rectification de la frontière dans le secteur du barrage de Livigno (90.044 n). Elle a abordé également des questions d'actualité de la politique internationale, parmi lesquelles celles relatives aux relations multilatérales de la Suisse.

Initiative parlementaire Roth

Après avoir entendu l'auteur de l'initiative, la Commission a considéré avec beaucoup de sympathie cette initiative qui propose l'ouverture de négociations en vue de l'adhésion à la Communauté européenne. On lui a reconnu le mérite de permettre une discussion à ce sujet, qui a et aura de grandes incidences sur le futur de tout pays européen, y compris le nôtre.

Toutefois, la Commission, par 7 voix contre une et une abstention n'a pas pu se rallier à l'initiative et propose au Conseil de la repousser comme prématurée et, en l'état actuel, inopportune. Nous devons en premier lieu prendre conscience de la volonté de la CEE d'attendre plusieurs années avant de l'élargir pour pouvoir approfondir les liens entre ses Etats membres et surmonter leurs difficultés effectives.

Deuxièmement, nous ne pouvons pas risquer les pourparlers en direction de l'EEE dans lesquels le Conseil fédéral s'est engagé avec l'accord du Parlement:

demander en ce moment d'anticiper les pourparlers en vue de l'adhésion aurait pour effet d'entraver ceux de l'EEE, d'affaiblir la position de l'AELE envers la CEE, mais aussi celle de la Suisse et de mettre en cause la loyauté de celle-ci envers l'AELE.

Une pareille décision ne ferait qu'augmenter l'incertitude créée par le désir d'adhésion exprimé déjà par deux Etats de l'AELE, mais donnerait aussi lieu à confusion dans notre opinion publique en divisant les pourfendeurs de l'adhésion contre ceux de l'EEE et en suscitant l'impression que la question n'est pas mûre du tout, ce qui finirait par renforcer une opposition à toute solution de participation à l'EEE ou à la CEE.

Verteiler

Datum: 12.3.91	
<input checked="" type="checkbox"/>	Sauvant
<input checked="" type="checkbox"/>	Robert
<input checked="" type="checkbox"/>	Huber
<input checked="" type="checkbox"/>	DZ
<input type="checkbox"/>	Komm. NR <i>Bundi</i>
<input checked="" type="checkbox"/>	Komm. SR
<input checked="" type="checkbox"/>	Frakt. R / V
<input type="checkbox"/>	Sekr.
<input checked="" type="checkbox"/>	Ch. / mz.
<input checked="" type="checkbox"/>	Amtl. Bulletin
<input type="checkbox"/>	Finanzkomm.

Confidentiel/Vertraulich
Berne, le 25 février 1991

CONSEIL DES ETATS
Commission des affaires étrangères

PROCES-VERBAL PARTICULIER 1 de la séance des 21/22 février 1991,
17h00 - 18h30 / 8h00 - 13h00
à Berne, Palais du Parlement, salle 4

ORDRE DU JOUR

1. Adoption de l'ordre du jour
Genehmigung der Traktandenliste
2. Adoption du PV de la séance des 15/16 novembre 90
Genehmigung des Protokolls der Sitzung vom 15/16
November 90
3. Relations bilatérales de la Suisse
Bilaterale Beziehungen der Schweiz
 - 3.1 90.264 é Iv.pa. (Roth) Ouverture de négociations
en vue de l'adhésion à la Communauté européenne
Audition de l'initiant et décision.
90.264 s Pa-Iv. (Roth) Aufnahme von Beitritts-
verhandlungen mit der EG
Anhörung des Initianten und Beschluss

(Autres objets à l'ordre du jour : cf procès-
verbal principal - Für die übrigen Traktanden,
siehe Hauptprotokoll)

PARTICIPANTS

Président: M. Masoni

Membres présents: MM. Cavadini,
Dobler, Ducret, Huber, Onken,
Schmid, Schoch, Seiler (21.21.2.)

Autres participants

M. Roth, Conseiller aux Etats
M. M.-A. Salamin, Bureau de
l'intégration, DFAE, DFEP

Excusés

M. Schönenberger, Mme Weber,
M. Seiler (le 22.2.)

Secrétariat: M. Magnin

Procès-verbal: Mmes Baessler (f)
Stauffer (d)

La séance est ouverte à 17h. Le président transmet le message de Mme M. Weber, excusée, par lequel elle confirme soutenir l'initiative présentée par M. Roth si la commission se prononce contre celle-ci.

1. L'ordre du jour est accepté.
2. Le procès-verbal de la séance des 15/16 novembre 1990 est accepté.
3. Relations bilatérales de la Suisse
Bilaterale Beziehungen der Schweiz
 90.264 é Iv.pa. (Roth) Ouverture de négociations en vue de l'adhésion
 à la Communauté européenne
 Pa.Iv. (Roth) Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit der EG.
 (cf. annexe - Siehe Anhang)

ri. Roth

L'initiative demande au Conseil fédéral d'ouvrir des négociations en vue d'une adhésion de la Suisse à la Communauté européenne (CEE). Elle est rédigée sous forme d'un arrêté fédéral de portée générale. Cette initiative a reçu l'appui de quelques collègues parlementaires.

Une initiative semblable a été déposée au Conseil national, initiative que la Commission des affaires étrangères du Conseil national a déjà examinée et propose de rejeter.

Les motifs

Les motifs qui sont à la base de cette initiative sont les suivants :

Cette initiative part de l'idée suivante : quelle que soit l'issue des négociations concernant l'espace économique européen entre l'AELE et la CEE, le problème du développement des relations avec la CE se posera pour notre pays. Il n'apparaît par conséquent que la Suisse doit se demander si elle ne doit pas à son tour adopter une politique visant son entrée dans la CE.

Je n'ignore bien sûr pas la position officielle du Conseil fédéral qui tente à l'heure actuelle, avec ses partenaires de l'AELE, de réaliser l'espace économique européen. Selon les renseignements en notre possession, les négociations devraient être achevées au plus-tard d'ici à la mi-1991. Puis ce sera au Parlement européen ainsi qu'au Parlement

des pays de l'AELE (en Suisse probablement également au peuple - éventuellement, c'est-à-dire s'il s'agit d'un accord dit "mixte"), également au Parlement des états membres de la Communauté européennes - d'approuver l'accord établissant un espace économique européen. Ensuite, celui-ci pourrait entrer en vigueur au 1er janvier 1993, en même temps que l'achèvement du marché intérieur de la CE. Je ne suis absolument pas de ceux qui proclament l'échec programmé de la politique européenne de la Suisse et notamment son projet de réaliser l'EEE. Adresser des reproches à celui qui ose engager une négociation sans que son succès soit assuré d'avance est d'autant moins justifié que la direction prise est reconnue comme inéluctable, et en cas d'échec, comme une étape. Il s'agit en fait d'une ouverture plus grande de notre économie, de plus de concurrence, de la participation sur un plus large front au grand marché européen.

Toutefois, malgré cela, on ne peut pas nier le risque d'un blocage ou d'un échec des négociations.

C'est la raison pour laquelle je rejette l'argument selon lequel l'initiative tendrait à affaiblir la position du Conseil fédéral dans les négociations pour l'EEE. Au contraire, par des négociations rapides, la Suisse serait à même de participer activement à la réalisation de la Communauté européenne. Notre but est d'ouvrir un premier débat dans l'opinion pour asseoir les étapes suivantes sur un appui et une volonté populaires dont on sait qu'ils sont indispensables dans notre système de démocratie directe. Nous ne voulions que renforcer l'action actuelle du Conseil fédéral et préparer déjà les prolongements ultérieurs qu'on peut prévoir.

En effet, la demande d'adhésion de l'Autriche et les ambitions de la Suède allant dans la même direction constituent un élément toujours plus important. Y aura-t-il d'autres candidats ? Rappelons qu'outre la Turquie, Malte et Chypre, qui se sont à leur tour constitués candidats à l'adhésion, la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie visent elles aussi, à plus long terme, la qualité de membres de la Communauté européenne. Une Communauté à 16, 18, 20, voire 24 Etats membres n'est plus utopique. Cette nouvelle dimension commence à faire sentir son poids dans tous les débats, selon les négociateurs. Un accord EEE peut-il, dans ces circonstances, être encore présenté comme un instrument d'intégration destiné à durer ? Ne prend-il pas au contraire, inéluctablement, un caractère de transition ?

Il faut encore ajouter qu'une politique d'adhésion serait réaliste étant donné qu'au sein même de la Communauté européenne une attitude favorable à l'adhésion d'autres états se développe, c'est notamment le cas pour les petits pays membres de la Communauté, comme le Danemark et les pays du Benelux.

Commentaires de l'initiative article par article

A l'article premier il appartiendrait, au terme de la constitution, au Conseil fédéral d'entreprendre une démarche d'adhésion à la Communauté européenne.

A l'article 2 nous ne préconisons pas une adhésion sans condition, à tout prix. La répartition actuelle des compétences laisse au peuple et aux cantons le droit de se prononcer en dernier ressort sur une telle adhésion. Celle-ci n'est donc possible que si elle est acceptée par une large majorité populaire. La nécessité d'obtenir la sanction populaire oblige nos représentants à respecter certains principes au cours des négociations. Ces principes sont énumérés à cet article et fondent la politique traditionnelle de la Suisse, à savoir la démocratie, le fédéralisme, la diversité des régions, la responsabilité à l'égard de l'environnement du tiers monde et de la paix.

A l'article 3 le résultat des négociations doit être soumis à l'assemblée fédérale qui devra prendre une décision. Un traité d'adhésion à la Communauté européenne devrait nécessairement être approuvé par l'assemblée fédérale et serait soumis au référendum obligatoire en matière de traités internationaux, à teneur de l'article 89, al. 3 de la Constitution fédérale.

A l'article 4 ici est réglé le droit d'information du Parlement sur la politique d'adhésion. Un tel débat public se justifie par le fait qu'ensuite, l'accord serait soumis à la votation du peuple et des cantons.

A l'article 5 vu la portée de la décision à prendre, il nous semble tout à fait judicieux de donner un droit de participation au peuple dès le début de la procédure. C'est la raison pour laquelle cet article 5 prévoit le référendum facultatif pour lequel la forme de l'arrêté fédéral de portée générale est nécessaire. On rétorquera qu'il existe un risque de confusion provoqué par la coïncidence entre deux campagnes de votations éventuelles, l'une sur l'espace économique européen et l'autre sur l'arrêté. Toutefois, il m'apparaît que cet argument ne doit pas être retenu. Des enjeux clairement expliqués seront compris par la population et les cantons. Voyez la Suède qui envisage de demander son adhésion à

la Communauté européenne avant la conclusion même des négociations sur l'espace économique européen alors que des élections législatives sont prévues en septembre au cours desquelles le Gouvernement en place fera campagne sur l'aboutissement éventuel de l'EEE et l'adhésion à la Communauté européenne. On doit reconnaître que des rapports purement économiques et l'application passive de l'acquis communautaire que cela implique ne permettent pas de participer effectivement à la prise des décisions importantes dans le cadre de la Communauté européenne. Des possibilités de participer seront d'autant plus nombreuses que l'adhésion aura lieu plus vite et que nous pourrons plus rapidement faire usage de ces droits.

Dans son deuxième rapport sur l'évolution de l'intégration européenne, le Conseil fédéral affirme que la Suisse "doit maintenant se demander non seulement quelle sera sa place dans une nouvelle architecture pan-européenne, mais aussi quelles pourraient être les circonstances qui justifieraient une adhésion de la Suisse à une Communauté élargie et qualitativement approfondie." Un isolement n'est pas considéré comme une solution durable. La candidature de nombreux autres pays, notamment des pays neutres, ^{comme le nôtre} ne constitue-t-elle pas ces circonstances dont il est question. Je pense qu'une clarification de certains aspects politiques interviendra dans des délais relativement brefs. La Suisse ne devrait-elle pas être à la table des négociations lorsque la Communauté européenne et les pays neutres, candidats à l'adhésion, seront amenés à définir la place de la neutralité dans le cadre d'une politique étrangère et de sécurité européenne commune.

M. Cavadini : N'était-il pas prévu initialement de traiter cette initiative le 19 avril prochain ?

Président : Effectivement, mais l'objet a été porté à l'ordre du jour de la présente séance. L'idée était de se garder la possibilité, au cas où nous rejeterions l'initiative, de reprendre éventuellement la discussion le 19 avril 91. Vous avez noté, d'après le communiqué de presse de la Commission des affaires étrangères du Conseil national, que celle-ci a rejeté l'initiative à la quasi unanimité - par 11 voix avec 2 abstentions.

Il me semblait qu'il faudrait laisser une porte ouverte à cette initiative pour le cas où les négociations sur l'EEE n'aboutiraient pas.

Cependant, la commission du Conseil national a relevé plusieurs aspects négatifs : il y a ce risque de confusion dans le peuple. Un autre risque serait que dans un premier temps, il y aurait un débat entre partisans de l'EEE et de l'adhésion immédiate, ce qui pourrait affaiblir l'une ou l'autre position.

Un autre élément serait d'affaiblir la position suisse dans les pourparlers avec la CEE. On a beau dire qu'une telle dualité n'a eu aucun effet en Suède, il reste néanmoins à craindre que sa position quant à l'EEE risque d'être moins rigide.

On a parlé de l'acquis passif que nous subissons dans l'EEE : n'oublions pas que même si l'on adhère, il faudra compter avec cet acquis.

Notons que le modèle d'une Europe à deux "vitesses", avec une Communauté plus étroite ayant des buts politiques et une Communauté plus large ayant des buts économiques, pourrait servir à l'URSS, par exemple, qui pourrait adopter le même schéma. Ceci souligne l'importance non négligeable de l'EEE.

La question est de savoir si nous discutons et si nous prenons une décision.

M. Ducret : Après la position adoptée par la commission du Conseil national, il est difficile d'adopter une position divergente.

Le discours tenu par la Suisse en matière d'adhésion à la CE est avant tout un discours de retrait. Il faut cesser de s'illusionner : nous devons nous soumettre aux lois de la Communauté, et maintenant que tout est quasiment édifié, nous n'avons plus un mot à dire.

Les Suisses ne sont pas prêts. Ils ne sont pas d'accord, par exemple, pour perdre le droit d'initiative ou de référendum. Si l'on considère les discussions que nous menons à propos de la loi de finances fédérales, ou sur l'introduction d'une TVA, sur l'impôt fédéral direct ou sur l'harmonisation intercantonale, nous allons à l'encontre de ce qui se fait au sein de la Communauté. Sans oublier ces camions de 40 tonnes dont la Suisse ne veut pas.

En outre, le Marché commun est dépassé par certains problèmes : par exemple, le midi de la France est envahi de Hollandais et d'Allemands qui achètent des biens immobiliers. Il se passe la même chose en Bretagne de la part de l'Angleterre. Les prix augmentent, et il va se poser de gros problèmes de déplacements de population. En Suisse, nous avons déjà 1 million d'étrangers, proportion que ne connaît aucun pays de la Communauté. Lorsque ces proportions seront atteintes dans les pays de la CE, il va sans doute falloir changer certaines lois. Il se pose déjà des problèmes à cause des frontaliers.

Je ne suis pas sûr du succès du Marché unique : les fraises espagnoles ont supplanté les fraises provençales sur les marchés d'exportation, de même que les vins espagnols, qui concurrencent sévèrement ceux de France. On peut s'attendre à un retour au protectionnisme tôt ou tard.

En conclusion, il est trop tard pour la Suisse si elle veut entrer dans le Marché commun, et c'est pourquoi je voterai contre l'initiative.

Huber: Herr Roth hat bei der Begründung seines Vorstosses unter anderem auf die integrationspolitischen Aktualitäten hingewiesen. Dieses Argument ist in der heutigen Situation durchaus glaubwürdig; aber es ist nur ein vordergründiges Argument. In der EG selber sind ganz immense Probleme vorhanden; Jacques Delors hat kürzlich betont, dass es der Gemeinschaft nicht darum geht, auszuweiten, sondern zu vertiefen. Man muss die langfristig vorgegebenen Tendenzen im Auge behalten: 1984 haben die Minister der EG und der Efta-Staaten in Luxemburg den EWR-Weg initiiert; in seiner berühmten Januarrede hat dann Herr Delors ganz klar die Unterscheidung von zwei Strukturen in Europa gefordert: Die Struktur der EG und die des EWR. Auch wenn heute die Chefunterhändler etwas bedrückte Gesichter machen, bedeutet dies keine grundlegende politische Aenderung. Vielmehr bleibt ein EWR-Vertrag das ausgesprochene Ziel des Bundesrates, der darin von einer beachtlichen Anhängerschaft unterstützt wird.

Ein weiteres Argument: Die Erfüllung dieser parlamentarischen Initiative brächte ein totales Durcheinander, sowohl in begrifflicher Hinsicht als auch in der Sache selbst. Wie soll man erklären, wo die zentralen Unterschiede liegen zwischen dem, was wir von einem EWR wissen, und der EG? Wir müssen Ordnung halten in der Art, wie wir den Bürger an die Integrationsproblematik heranzuführen; bis zum Entscheid über den EWR müssen wir uns daher schwergewichtig mit dieser Variante befassen.

Der Zeitpunkt, jetzt auf diesem Weg eine Aufnahme in die europäische Gemeinschaft durchzusetzen, scheint mir ungünstig: bekanntlich will ja die EG in den nächsten Jahren keine neuen Mitglieder aufnehmen. Schliesslich scheint es mir auch notwendig, dass vor einer Aufnahme von Verhandlungen die Struktur der EG am Ende ihres Weges erkennbar ist. Wir wissen noch nicht, ob diese Gemeinschaft zentralistisch sein wird oder föderativ, ob sie eine demokratische oder eine autokratische Struktur haben wird. Natürlich könnte man hier einzuwirken versuchen; aber die unterschiedlichen Bevölkerungsstrukturen und die geschichtliche Realität sprechen gegen dieses Argument: Der Integrationsprozess hat nicht erst nach dem Zweiten Weltkrieg angefangen, sondern schon in den 20er Jahren mit dem Zusammenschluss zwischen Deutschland und Frankreich, der von Leuten wie Briand und Stresemann konzipiert wurde. - Erst wenn wir sehen, wie diese Strukturen aussehen, und wenn der EWR scheitert, ist der Moment gekommen, wo dem Bundesrat der Auftrag erteilt werden soll. Ich bin somit gegen diese parlamentarische Initiative; das ist kein Nein zur EG, kein vorbehaltloses Ja zu einem EWR, sondern der Ausfluss von vernünftigen Zeitabläufen.

M. Cavadini : Cette initiative présente bien des inconvénients.

En premier lieu, il est regrettable que le Conseil fédéral soit absent : les dates, l'objet des négociations seront traités, et il est dommage que nous décidions d'un point aussi fondamental en son absence.

Outre cela, une politique a été définie, nous y avons souscrit et elle doit développer ses effets jusqu'à son terme. Car l'initiative, si nous l'adoptons, ne présenterait que des inconvénients. Si nous l'acceptons, cela signifie que nous renonçons immédiatement à l'EEE. Cela implique que l'on arrête cette négociation.

M. Roth a rappelé que l'Autriche a déjà depuis deux ans joué un jeu peu plaisant. La Suède maintenant demande d'adhérer à la Communauté. La tâche devient donc encore plus difficile pour la Suisse dans ces négociations. Or, dans certains dossiers, la Suède et l'Autriche n'appuient pas les positions des pays de l'AELE pour ne pas rencontrer de difficultés plus lourdes à négocier l'accord final avec la Communauté.

La Suisse ne peut pourtant pas, sur les plans formel et institutionnel, renoncer à cette négociation. Ajoutons à cela que le calendrier qui nous serait proposé ne serait pas réalisable. Sur ce point, on a répondu à l'Autriche qu'il n'était pas question de prendre de nouveaux partenaires avant 1995-96. Comme M. Ducret le souligne, le Marché commun souhaite "digérer" ses difficultés. Nous avons vu, lors de la guerre du Golfe, à quel point la Communauté était inexistante sur le plan diplomatique. L'incapacité à prendre une position commune à propos de la résolution 660 est la démonstration éclatante de ce manque de cohésion.

Une négociation interrompue serait une négociation perdue. La proposition de cette initiative demande une explication qu'il est impossible de faire. Nous n'avons pas la possibilité de consulter le peuple, ce qui posera la plus grande difficulté.

Une initiative présentée à une commission du Conseil national proposait un article constitutionnel : ce chemin a l'avantage d'inscrire dans la constitution un article qui donne compétence au Conseil fédéral et aux Chambres de prendre les dispositions en vue de négociations européennes. Cet article a l'avantage qu'il doit passer devant le peuple, alors qu'avec une initiative, à tous les niveaux, il y a un référendum, soit facultatif soit obligatoire. Donc, nous ne gagnons pas de temps.

Quel que soit notre opinion sur la question, c'est un plaisir intellectuel que nous pouvons nous offrir, mais en aucun cas une satisfaction politique que nous devons nous donner. Je ne voterai donc pas en faveur de l'initiative proposée.

Seiler: Auch ich kann dieser Initiative nicht zustimmen. Es wäre unfair gegenüber dem Bundesrat, wenn wir jetzt parallel zu seinen Bemühungen um einen EWR-Vertrag einen direkten Weg zur EG einschlagen würden. Bei einer Gutheissung dieser Initiative durch das Parlament würde mit Sicherheit das Referendum dagegen ergriffen, und ich glaube nicht, dass die Schweizer schon bereit wären, das mitzumachen. Es sieht nicht danach aus, dass die politische Struktur, die sich die EG geben wird, nach unseren Vorstellungen föderalistisch sein wird. Natürlich könnten wir als EG-Mitglied mitgestalten; aber man darf den Einfluss eines so kleinen Volkes in diesem grossen Raum nicht überschätzen. Es gibt zwar jetzt Bestrebungen im EG-Raum, vor allem in Baden-Württemberg und Bayern, den einzelnen Regionen eine gewisse politische Selbständigkeit zuzugestehen. Wie uns kürzlich ein deutscher Politiker dargelegt hat, könnte man sich vorstellen, eine Region Basel zu schaffen - die heute teilweise bereits existiert -, eine Region Bodensee, die z.B. die Bundesländer Baden-Württemberg, Bayern, Oesterreich und die deutsche Schweiz umfassen würde. Hier hat es mir abgestellt. Nach Ansicht dieses Deutschen neigen die Welschschweizer sowieso Richtung Frankreich und die Tessiner Richtung Lombardei. Ich war immer stolz auf das, was wir bisher als viersprachige Schweiz erreicht haben. Wenn man nicht einmal glaubt, dass die kleine Schweiz noch als viersprachiges Gebilde zusammensein sollte: Wie soll dann später ein Grossraum Europa mit 15 oder noch mehr Sprachen und Kulturgruppen miteinander funktionieren? - Solange die EG in dieser Denkweise verharnt, ist für mich auch nur ein Gespräch über eine Aufnahme in sehr weiter Ferne.

Dobler: Auch ich kann der Initiative nicht zustimmen. Aber dieser Vorstoss ist insofern positiv, als man spürt, dass auch im Parlament zur Kenntnis genommen wird, dass es eine EG gibt, und dass wir darüber diskutieren wollen. Diese EG besteht, ob sie gut ist oder schlecht, ob sie floriert oder nicht floriert - so oder anders müssen wir uns damit auseinandersetzen.

Zur Taktik: Die Initiative verlangt nicht bloss, dass wir mit der EG Kontakt aufnehmen, sondern bereits Beitrittsverhandlungen. Diese Diskussion geht somit bei weitem über das hinaus, was wir heute im Rahmen der EWR-Verhandlungen diskutieren. Diese Verhandlungen sind bereits sehr hart; a fortiori dürften die EG-Verhandlungen noch härter werden. Bei den EWR-Verhandlungen sind wir immerhin noch Partner, während wir bei der EG Mitglieder wären.

Auch in bezug auf einzelne Modalitäten scheint mir die parlamentarische Initiative nicht sehr glücklich: Art. 4 verlangt, dass der Bundesrat jährlich über die Verhandlungen mit den Instanzen der EG orientieren soll, und zwar gegenüber "der Bundesversammlung". Wie ich das verstehe, bedeutet das, dass wir neue Wege einschlagen würden. Es ginge darum, jedes Jahr praktisch einfach zu hören, was der Bundesrat uns zu berichten hat. - Ich bin für Ablehnung der Initiative.

Schoch: Meine Ueberlegungen sind hier schon zum Ausdruck gebracht worden. Ich habe eigentlich viel Sympathie für den Vorstoss von Herrn Roth und überhaupt für das Bestreben, den Zugang zu Europa zu finden. Andererseits kann man die vorgebrachten Einwände nicht einfach mit einer Handbewegung aus der Welt schaffen. Eine Abwägung zwischen der

Sympathie für den Vorstoss Roth und der Einsicht, dass die Vorbehalte berechtigt sind, führt mich bestenfalls zu einer Stimmenthaltung, wenn nicht zur Ablehnung der Initiative.

Schmid: Ich werde mich nur zu einer Vorlage hinwenden können, die im Sinne von Herrn Gilles Petitpierre den "accord préalable" des Volkes hat. Irgendwann muss sich die Schweiz überlegen, ob dieses institutionalisierte Europa ein Haus ist, in dem wir überhaupt willkommen sind. Wenn ich in einer der renommiertesten deutschen Wochenzeitungen lese, dass einer der renommiertesten deutschen Journalisten die Schweiz als einen "Staatssplitter" bezeichnet, und wenn ich die Verhandlungsofferte sehe, die gegenwärtig in den Zeitungen herumgeboten wird, muss ich sagen: So nicht mit uns. Solange wir ein Völkerrechtssubjekt in voller Form sind, bestimmen wir selbst, was in unseren Grenzen gelten soll. Wenn wir eines Tages EG-Mitglied sind, können wir die 28-Tonnen-Limite vergessen, unsere Verkehrspolitik usw. - das ist mir ein Graus.

Von der Sache her kann ich mich mit der Initiative Roth nicht anfreunden. Aber wenn das Volk dafür ist, dass man sich dem institutionalisierten Europa weiterhin zuwendet, soll es die Möglichkeit haben, dies "préalablement" auszudrücken. Aus taktischen Gründen könnte ich hier mitmachen - mit einer Mentalreservation.

Onken: Ich bin ein Befürworter; aber nicht ein Befürworter, der unbeschwert und euphorisch-blauäugig sich auf dieses Europa oder gar auf die europäische Gemeinschaft einlassen möchte. Vieles von dem, was Sie gesagt haben, bewegt mich auch. Wovon wir hier überhaupt nicht gesprochen haben: Der Zustand, der sein wird, wenn möglicherweise die Schweiz für sich allein in diesem Europa drinsitzt, durch irgendwelche Verträge und freundschaftliche Beziehungen mit den europäischen Ländern verbunden - aber nicht Mitglied -, während alle anderen Efta-Länder bereits in der EG sind. Auch dieses Szenario muss man sich ausmalen, um einen Entscheid zu fällen. Aber so weit sind wir ja noch lange nicht.

Herr Ducret hat gesagt: "Nous ne sommes pas prêts pour une adhésion." Er hat einige Beispiele angeführt wie Einschränkung der Demokratie, 40-Tonnen-Limite, Grundstückerwerb durch Ausländer usw.. Alle diese Gründe gelten natürlich auch schon bei einem Beitritt zum EWR. Eine Ausnahme bildet die 28-Tonnen-Limite, die möglicherweise in einem bilateralen Abkommen geregelt werden kann. Aber nach den neuesten Aussagen von EG-Kommissar Horst Krenzler ist der Druck auch in diesem Punkt wieder gewachsen. Somit werden alle diese Anpassungen an die EG schon beim EWR akut werden - mit gewissen kleineren Begünstigungen und Sonderregelungen vielleicht.

Herr Huber hat gesagt, dass die Strategie der EG Vertiefung ist, nicht Erweiterung. Das ist die Strategie von Herrn Delors und der Kommission. Aber wie uns Herr Bundesrat Felber in dieser Kommission erklärt hat, gibt es viele Regierungen, die uns gerne sofort aufnehmen würden, wie z.B. Dänemark, Holland und England. Die Aufnahmebereitschaft der EG braucht uns nicht zu kümmern; sie ist Sache der Gemeinschaft. Unser

eigener Entscheid braucht durch Rücksicht auf die Strategie der EG nicht beeinflusst zu werden.

Herr Huber hat auch gesagt, dass die Annahme dieser Initiative zu einem begrifflichen Durcheinander führen könnte. Aber wir haben ja bereits eine Euro-Initiative, für die etwa die Hälfte der Unterschriften schon beieinander ist. Dieses Problem haben wir sowieso; wir richten keinen zusätzlichen Schaden an, wenn es auch einen anderen Stellenwert haben mag, ob das Parlament einen solchen Auftrag erteilt oder ein Initiativkomitee Unterschriften dafür sammelt.

Abwarten oder mitgestalten? Herr Huber hat auch gesagt, wir sollten die EG erst einmal etwas demokratischer und föderalistischer (und wohl auch etwas ökologischer und sozialer) werden lassen, dann könnten wir uns immer noch überlegen, ob wir beitreten wollen. Ich glaube nicht, dass eine solche Lehnstuhlpolitik die richtige Haltung ist. Herr Ducret hat ja auch bedauert, dass man den Zeitpunkt für die Mitgestaltung von dem, was jetzt bereits geschaffen ist, verpasst hat. Aber es liegt noch eine ganze Phase vor uns: Der Binnenmarkt ist nicht ganz abgeschlossen und die politische Integration ist noch in vollem Gange. Hier gibt es noch Mitgestaltungsmöglichkeiten an der europäischen Architektur. Demaleinst wird noch viel mehr der Satz gelten: "C'est à prendre ou à laisser."

Zu Herrn Cavadini: Ich glaube nicht, dass eine Ueberweisung dieser Initiative gleichbedeutend wäre mit einem Verzicht auf die EWR-Verhandlungen. Oesterreich z.B. hat ja immer eine doppelte Strategie gehabt: Es hat bereits ein Beitritts-gesuch deponiert, aber es macht solidarisch mit bei den EWR-Verhandlungen.

Zur Volksbefragung: Eine Volksbefragung gäbe es ja in zweifacher Hinsicht: Dieser Beschluss soll allgemeinverbindlich sein und dem fakultativen Referendum unterstehen. Somit könnte der Entscheid, den man sich wünscht, herbeigeführt werden. Zweitens würde natürlich auch das Ergebnis der Verhandlungen dem Volke unterbreitet.

Zu Herrn Dobler: Es ist natürlich die klare Idee des Initianten, Beitrittsverhandlungen aufzunehmen. Bei einer Zustimmung würde der Bundesrat beauftragt, ein Beitritts-gesuch vorzubereiten und einzureichen, und darüber mit der EG in Verhandlungen einzutreten. Es geht um Beitrittsverhandlungen, Herr Huber, nicht darum, dass man mit einer einzigen Unterschrift alles unterschreibt, was die EG heute schon ist. Es gibt noch Möglichkeiten, gewisse Positionen auszuhandeln, wie z.B. in den Verhandlungen mit Oesterreich die Frage der Neutralität.

Art. 4 der parlamentarischen Initiative ist vielleicht unglücklich formuliert. Wenn wir darauf eintreten würden, müssten wir diesen Beschluss noch beraten und formen. Solche Kanten könnten noch ausgeschliffen werden.

Offenbar werden die EWR-Verhandlungen immer schwieriger und drohen immer mehr, auf Grund zu laufen. Sogar das Agrarpaket ist nun noch eingebracht worden, und bei der Mitwirkung ist man offensichtlich keinen Schritt weiter gekommen. Die Zeit läuft. Damit der EWR im Jahr

1993 in Kraft treten kann, müssten wir in der Schweiz Ende 1992 abstimmen können. Das würde heissen, dass spätestens im Dezember 1991 der Erstrat dieses Geschäft behandeln müsste - ich sehe nicht mehr, wie dieser Zeitplan eingehalten werden kann. Bei einer derart wichtigen Frage unter einem solchen Zeitdruck zu stehen, ist fatal.

Ob der EWR zustande kommt, ist ungewiss. Wenn ja, wissen wir noch nicht, ob dieser Vertrag für die Schweiz akzeptabel sein wird. Im Mai/Juni soll sich dies entscheiden. Ich frage mich daher, ob es sinnvoll ist, diese Initiative jetzt schon abzulehnen.

Präsident: Eine ähnliche Wirkung könnte erzielt werden, wenn wir unsere Ablehnung näher begründen würden. Wir müssten darauf hinweisen, dass es nicht ein Entscheid gegen die EG ist, sondern gegen den Zeitpunkt, der als verfrüht beurteilt wird. Wir haben somit drei Möglichkeiten: 1. Einfache Ablehnung, 2. Ablehnung mit Begründung und 3. Vertagung des Entscheids. Stellt Herr Onken einen Antrag auf Vertagung?

Onken : Ja. Art. 21 ter GVG sagt, dass die vorberatende Kommission "spätestens für die dritte auf die Zuweisung folgende ordentliche Session" Bericht erstatten muss. Somit haben wir vom Gesetz her ohne weiteres die Möglichkeit, noch zuzuwarten.

Abstimmung - vote

Für Vertagung des Entscheids	1 Stimme
Dagegen	7 Stimmen

Präsident: Ich empfehle Ihnen, dass wir bei der Begründung betonen, dass dies nicht als eine Desavouierung der EG gemeint ist, und dass wir auf die Argumente der Voreiligkeit und der Gefahr von Konfusion hinweisen. - Niemand scheint dagegen zu sein.

Schmid: Ich bin aus grundsätzlichen Erwägungen dagegen.

Präsident: Ich bitte die Kollegen, nicht voreilig in dieser Richtung zu entscheiden.

M. Ducret : Maintenant, nous ne jugeons pas utile que le Conseil fédéral entre en négociations pour entrer dans le Marché commun. Personnellement, je suis favorable à une adhésion, avec les sacrifices que cela suppose - et il ne pose pas seulement la question des poids lourds de 40 tonnes.

Ce n'est pas parce que nous refusons maintenant l'initiative que nous refusons le Marché commun.

Schmid : Wenn ich einmal ja oder nein sage, binde ich mich nicht für eine Ewigkeit. Wenn die Frage eines EG-Beitritts in 45 Jahren wieder vorgelegt wird - und ich immer noch im Ständerat sitze - kann es sein, dass ich anders entscheide. Aber in den nächsten 10 Jahren werde ich nicht anders entscheiden.

M. Cavadini : Notre commission donne son avis pour le plénum, et il s'agit de trancher par oui ou non, avec ou sans regret.

Abstimmung - vote

Donner suite à l'initiative Roth	1
Avis contraires	7
	(1 abstention)

Schoch : Somit wird wohl die Sitzung vom 19. April hinfällig.

Onken : Vielleicht wäre es interessant, dieses Datum vorläufig noch reserviert zu behalten. Wir haben ja noch die Idee, mit den südlichen EG-Ländern in Kontakt zu kommen. - Haben wir nicht einmal beschlossen, die Protokolle mit der Aussenwirtschaftskommission auszutauschen ?

M. Magnin réitérera sa demande au président de la Commission du commerce extérieur.

La séance est interrompue à 18h30.
Unterbrechung der Sitzung um 18.30 Uhr.

STAENDERAT
Herbstsession 1990

90.264 Parlamentarische Initiative Roth vom 5. Oktober 1990

Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit der Europäischen Gemeinschaft

Gestützt auf Artikel 93 Absatz 1 der Bundesverfassung und Artikel 21bis des Geschäftsverkehrsgesetzes reichen wir folgende Parlamentarische Initiative ein:

Bundesbeschluss über die Aufnahme von Beitrittsverhandlungen mit der Europäischen Gemeinschaft (EG)

Artikel 1

Der Bundesrat nimmt mit den Organen der Europäischen Gemeinschaft Beitrittsverhandlungen auf.

Artikel 2

Der Bundesrat führt die Verhandlungen unter bestmöglicher Wahrung der staatspolitischen, ökologischen, wirtschaftlichen und sozialen Interessen der Schweiz.

Artikel 3

¹Der Bundesrat unterbreitet der Bundesversammlung das Verhandlungsergebnis zur Beschlussfassung, unter Vorbehalt des obligatorischen Staatsvertragsreferendums.

²Er trifft die Massnahmen, die in seinen Zuständigkeitsbereich fallen.

Artikel 4

Der Bundesrat berichtet der Bundesversammlung mindestens einmal jährlich über den Gang der Verhandlungen sowie über die geplanten weiteren Massnahmen.

Artikel 5

¹Dieser Beschluss ist allgemeinverbindlich, er untersteht dem fakultativen Referendum.

²Er tritt am ... in Kraft.

³Er gilt bis zur Beschlussfassung nach Artikel 3 Absatz 1.

Mitunterzeichner - Cosignataires:
Bührer, Jelmini, Miville, Onken, Piller, Weber

CONSEIL DES ETATS
Session d'automne 1990

90.264 Initiative parlementaire Roth du 5 octobre 1990

Ouverture de négociations en vue de l'adhésion à la Communauté européenne

Vu l'article 93, 1er alinéa, de la constitution, et l'article 21bis de la loi sur les rapports entre les conseils, nous déposons l'initiative parlementaire suivante:

Arrêté fédéral concernant l'ouverture de négociations en vue de l'adhésion à la Communauté européenne (CE)

Article premier

Le Conseil fédéral négocie avec les organes compétents de la Communauté européenne en vue d'une adhésion à cette communauté.

Article 2

Au cours des négociations, le Conseil fédéral vise à sauvegarder au mieux les intérêts de la Suisse sur les plans politique, écologique, économique et social.

Article 3

¹Le Conseil fédéral soumet à l'Assemblée fédérale, pour décision, le résultat des négociations, sous réserve du référendum obligatoire en matière de traités internationaux.

²Il prend les mesures relevant de sa compétence.

Article 4

Le Conseil fédéral fait rapport au moins une fois par an à l'Assemblée fédérale sur l'état des négociations et sur les mesures prévues.

Article 5

¹Le présent arrêté, qui est de portée générale, est soumis au référendum facultatif.

²Il entre en vigueur le ...

³Il reste en vigueur jusqu'à ce qu'une décision soit prise en vertu de l'article 3, 1er alinéa.

Mitunterzeichner - Cosignataires:

Bührer, Jelmini, Miville, Onken, Piller, Weber

(6)

Confidentiel/Vertraulich

Berne, le 25 février 1991

CONSEIL DES ETATS
Commission des affaires étrangères

PROCES-VERBAL PARTICULIER 2 de la séance des 21/22 février 1991,
17h00 - 18h30 / 8h00 - 13h00
à Berne, Palais du Parlement, salle 4

ORDRE DU JOUR4. Relations bilatérales de la Suisse
Bilaterale Beziehungen der Schweiz4.1 90.076 é Traité d'extradition avec les Etats-Unis
90.076 s Auslieferungsvertrag mit den Vereinigten
Staaten4.2 90.044 n Frontière dans le secteur du barrage de
Livigno. Convention
90.044 n Landesgrenze im Sektor der Staumauer von
Livigno. Abkommen(Autres objets à l'ordre du jour : cf procès-
verbal principal - Für die übrigen Traktanden,
siehe Hauptprotokoll)PARTICIPANTSPrésident : M. MasoniMembres présents : MM. Cavadini, Dobler, Ducret,
Huber, Onken, Schmid, Schoch, Seiler (le 21.2)Autres participants :

MM. R. Felber, chef du DFAE

R. Schaller, secrétaire général du DFAE

P. Schmid, vice-directeur; Office féd. police

H.-P. Wyssmann, chef de la section extradition

A. Bolliger, adj. scientifique, Affaires de police

P. Dubois, chef de la section Frontières et
voisinageExcusés : M. Schönenberger, Mme Weber
M. Seiler (le 22.2)Secrétariat : M. L. MagninProcès-verbal : Mmes Baessler (f)
Stauffer (a)

La séance est ouverte à 8h 00.

4. Relations bilatérales de la Suisse
Bilaterale Beziehungen der Schweiz

4.1. 90.076 é Traité d'extradition avec les Etats-Unis
90.076 s Auslieferungsvertrag mit den Vereinigten Staaten

M. Schmid : Le message fait état des 5 rounds étalés sur 7 ans qu'il a fallu pour obtenir le résultat actuel, alors qu'avec les Philippines cela s'est fait en un round, ou qu'il a fallu deux rounds avec l'Australie. Il n'empêche que le résultat satisfait aux exigences formulées par la Suisse.

Die wesentlichen Punkte dieses Vertrages sind: Die Liste der auslieferungsfähigen strafbaren Handlungen entfällt; es werden diese Straftaten als auslieferungsfähig behandelt, die eine Freiheitsstrafe von mehr als einem Jahr zur Folge haben.

Bei Artikel 8 wurde das Prinzip "Aut dedere aut iudicare" realisiert. Beispiele wie der Mord an Norma Wilson werden somit nicht mehr möglich sein. Der Täter ging seinerzeit straflos aus, weil die Amerikaner eigene Staatsangehörige nicht ausweisen können, und weil das Prinzip der absoluten Territorialität gilt.

Das Beweisdossier entfällt, dieser Punkt ist für uns sehr wichtig; der "Hearsay"-Beweis genügt zukünftig, zusammen mit einer Auflistung der Indizien und Beweismittel inklusive Begründungen seitens der Haftbefehlausstellenden Behörde.

Artikel 18 ermöglicht die vereinfachte Auslieferung; dieses Ziel wurde seit dem Inkrafttreten des IRSG angestrebt. Das Ersuchen um Anordnung der provisorischen Auslieferungshaft braucht nicht mehr über den diplomatischen Weg zu gehen; es genügt der Interpol-Weg.

Das vorliegende Resultat kann sich sehen lassen; die Verhandlungen mit den Amerikanern waren teilweise sehr schwierig.

Diskussion

Präsident: Zu Artikel 3 Ziffer 3: Welche Ueberlegungen waren massgebend für die Einführung der Kann-Formel? Wo wird sie zur Anwendung kommen?
Zu Rechtshilfe: Wer genau kann die ersuchende Behörde sein im vorliegenden Abkommen?

Zum Vorbehalt des ordre public: Besteht er auch in diesem Vertrag?

Dobler: Zu Artikel 6: Ist die Tatsache, dass die Schweiz jemanden, dem im Heimatland die Todesstrafe droht, nicht ausliefert, nicht ein Eingriff in die innerstaatliche Souveränität? Wie handhaben die Amerikaner dieses Problem intern?

M. Schmid : La formule potestative de l'article 3 ne s'applique qu'à la petite entraide, et non à l'extradition. En petite entraide, nous avons plusieurs fois refusé des demandes en nous appuyant sur cette formule. Mais comme la plupart des requêtes en matière d'escroquerie fiscale nous parvenaient d'Etats limitrophes et que le "kann" ne peut pas signifier l'arbitraire, nous étions, si les conditions préalables étaient remplies, dans l'obligation d'octroyer l'entraide judiciaire. Selon cet article, il n'y a pas d'extradition en matière fiscale.

Les autorités judiciaires aux USA interviennent lorsqu'il y a déjà jugement. Mais avant le jugement, le droit des Etats anglo-saxons ne connaît pas le juge d'instruction : c'est la police ou l'autorité administrative qui remplit cette fonction. La "Security exchange commission" a donc été admise par le Tribunal fédéral en tant qu'autorité judiciaire, puisqu'il n'existe rien à ce stade.

(à M. Dobler) Quant à la peine de mort, les deux Chambres du Parlement exigent toujours - par voie de postulats, interpellations - que la Suisse évite d'extrader des personnes placées sous ce chef d'accusation. La peine de mort est déjà exclue par l'IRSG et dans aucun traité que nous concluons, nous n'acceptons l'extradition pour l'exécution d'une peine de mort.

Wyssmann: Artikel 3 - der grosse Streitpunkt bei den Verhandlungen - ist stark dem Artikel 3 IRSG angeglichen worden. Man muss unterscheiden zwischen der kleinen Rechtshilfe und der Auslieferung. Für die Auslieferung kann, solange Artikel 3 IRSG besteht, für Fiskaldelikte keine Auslieferung gewährt werden.

Die Kann-Formel ist ein Kompromiss; es geht dabei um ausliefern können, nicht wollen. Wird Artikel 3 Ziffer 3 IRSG einmal geändert, so wird keine Anpassung des Vertrages nötig sein.

Das Ersuchen wird stets durch die amerikanische Botschaft gestellt, gestützt auf das Urteil eines Gerichtes oder einer Verhaftungsverfügung einer richterlichen Instanz (Richter oder State prosecutor). Ich verweise auf Artikel 9 Ziffer 3.

Zum ordre public: Dieses Anliegen konnten wir nicht aufnehmen; es ist auch in Verträgen mit anderen Staaten niemals expressis verbis erwähnt.

Huber: Dies trifft zu bei denjenigen Verträgen, die dem internationalen Privatrecht unterworfen sind, nicht aber im Bereich des Strafrechtes.

Wyssmann: Man muss bei Auslieferungsvorgehen unterscheiden zwischen den rechtlichen Verfahren und dem politischen Vorgehen. Der Bundesrat hat laut Artikel 1 in jedem Fall die Möglichkeit, diese Auslieferung zu verhindern. Ihre Bedenken sind nicht gerechtfertigt; es kam erst zweimal vor, dass der Bundesrat eine Ausweisung verhindert hat.

Präsident: Von dieser Möglichkeit sollte eben vermehrt Gebrauch gemacht werden. Der international-rechtliche Vertrag hat Verfassungskraft.

Wyssmann: Der Vertrag geht dem internen Recht vor, aber das Vorgehen ist immer zweigeteilt: Die politische Behörde kann eine Auslieferung jederzeit ablehnen.

Präsident: Ich bitte Sie, mir das schriftlich zu geben, damit ich mich in der Ratsdebatte darauf berufen kann.

Schmid Carlo: In den USA ist es nicht so üblich, dass Vertragsrecht vor internes Recht zu stehen kommt.

Schmid: Im angelsächsischen Raum ist es tatsächlich so, dass ein Abkommen nach der Ratifikation nicht einfach auf Verfassungsstufe zu stehen kommt. Bei uns allerdings geht der Vertrag, sobald er ratifiziert ist, vor.

Seit 1978 existiert das Abkommen über die kleine Rechtshilfe mit den USA; die Amerikaner waren in dieser Zeit immer sehr vertragstreu.

Wyssmann: Das Auslieferungsbegehren kommt immer von Seiten eines federal court und nicht von einem state district court. Bei diesen Verhandlungen sind wir sehr gut vertreten durch einen Rechtsanwalt.

Huber: Es ging also darum, das case law der Amerikaner und das schweizerische Gesetzesrecht in eine gewisse Harmonie zu bringen. Nun hat man den Amerikanern nachgegeben, indem man auf die Aufzählung der Delikte verzichtet und den Strafraumen herangezogen hat. Besteht durch die Regelung, dass eine Strafandrohung von mindestens einem Jahr gegeben sein muss, nicht die Gefahr, dass es dann vielmehr um den Strafraumen gehen wird als um den Straftatbestand? Ist betreffend Rechtssicherheit dieser Verzicht auf die Enumeration nicht ein erheblicher Einbruch in die Struktur?

Präsident: Im IRSG haben wir die Enumeration bereits aufgegeben.

Schmid: Verzichtet auf die Enumeration wurde mit den europäischen Konventionen, später in der Gesetzgebung. Die Schweiz hat dieses Abweichen vom Enumerationsprinzip von den USA gefordert. Das Vorgehen, anhand des Sachverhaltes zu entscheiden, ist sinnvoll; aufgrund der Umstände entscheiden wir nach schweizerischem Strafgesetzbuch.

Präsident: Die Angst, dass die Schweiz den USA nachgeben muss, ist berechtigt. Beim Insider-Fall haben wir dies schon einmal erlebt.

Wyssmann: Wäre die Enumerationsmethode in diesem Vertrag enthalten, wäre dies für uns sicher kein Vorteil, denn die Amerikaner könnten nur für Delikte ausliefern, die ausdrücklich im Auslieferungsvertrag bezeichnet sind. Eine solche Liste wäre aber niemals abschliessend. Politischer Druck ist bisher nie ein Problem gewesen.

Huber: Die politische Pression wird im Bereich der Politik gemacht zwecks Erreichung gewisser Ziele. Es ist begreiflich, dass die Enumerationsmethode fallengelassen wurde. Es wäre aber auch denkbar, diese Enumeration durch einen Zusatzvertrag wieder richtig zu gewichten.

Dobler: Auslieferungsverträge haben staatspolitisch grosses Gewicht; ich gratuliere Ihnen zu Ihrem Resultat. Ich möchte doch darauf hinweisen, dass der Vertrag nicht zu Lasten der Schweiz geht.

Schmid: Der politische Druck geht ans BAP, nicht an das EJPD. Aus Erfahrung muss ich aber sagen, dass das Bild von der kleinen Schweiz, die niedergedrückt wird, nicht stimmt.

M. Ducret : Notre droit d'extradition a mauvaise réputation auprès du public. Le peuple ne comprend pas les affaires Gelli, Rich, Kashoggi, etc., c'est-à-dire qu'avec des gens douteux, notre justice met tellement de temps pour les remettre aux autorités juridiques de pays démocratiques.

L'affaire Gelli m'a particulièrement choqué, l'extradition ayant servi de prétexte pour blanchir un coupable. En effet, on a réussi à l'extrader pour des délits mineurs, ce qui a permis à l'Italie de ne pas le juger pour les délits majeurs qui pèsent contre lui. En agissant ainsi, nous faisons non seulement du lavage d'argent sale, mais aussi de gens sales.

Il est inadmissible qu'une extradition se fasse sur demande d'un quelconque employé d'un tribunal régional de tel ou tel pays. N'y aurait-il pas moyen, dans ces questions internationales, d'instaurer des contacts de façon centralisée ?

Président : Il existe une Convention européenne en la matière.

M. Ducret : Il faut croire qu'elle n'a pas été observée. Et s'il s'agit de personnes compétentes, il est alors à déplorer que trop de juridisme nuit. Il est étrange que l'on ait réussi à obtenir que les Colombiens impliqués dans les affaires de drogue soient extradés aux USA, alors que l'extradition d'un Gelli nous a coûté tant de peine.

Pensons à la fortune accumulée par M. Rich : cela n'a pas pu se faire dans la légalité. Mais la Suisse vit encore dans l'adoration du veau d'or, et elle s'incline devant la richesse.

M. Schmid : Je ne sais pas comment M. Rich a amassé sa fortune, mais je sais que Gelli a été extradé pour des faits présentés qui donnaient lieu à extradition. On ne pouvait pas l'extrader pour diffamation, par exemple. En fait, il a été détenu plus longtemps en Suisse qu'il ne l'a été en Italie.

M. Kashoggi a été extradé dans les 3 mois, Gatas est en Allemagne. Ce que nous constatons, c'est qu'à peine extradées après détention dans notre pays, ces personnes sont libérées.

M. Ducret : Si l'on extradait selon les lois du pays d'où provient l'accusé, au lieu de suivre le droit suisse, une personne comme Gelli aurait pu être condamnée.

M. Schmid : Nous n'avons jamais reçu de requête qui portait sur le "Strage di Bologna", alors que la France exige des extraditions pour des faits qui ne le méritent pas.

M. Ducret : Peut-être, mais il est un fait que Gelli est revenu en Suisse pour se faire extrader. Pourquoi serait-il revenu en Suisse, s'il n'y avait pas là un avantage ? Donc, on a lavé un coupable.

Le président demande à M. Schmid de faire apparaître, dans son rapport, les conditions dans lesquelles on peut refuser d'extrader, et le fait que la législation suisse puisse s'appliquer lors de la décision finale.

Wyssmann: Wir haben im letzten Jahr 110 Ausweisungbegehren geprüft: 100 wurde stattgegeben, 5 wurden zurückgezogen; d. h. es wurden lediglich 5 Begehren abgelehnt, von uns oder vom Bundesgericht.

"un cas concernait un délit politique, un cas concernait un délit fiscal; dans un cas, il y avait défaut de double incrimination, dans un cas les faits étaient prescrits, et dans un cas - la Turquie - malgré de nombreux rappels, la demande est restée jusqu'à la fin formellement insuffisante".

En réalité, il y a un grand nombre de cas qui sont liquidés dans un délai raisonnable.

M. Ducret : L'affaire Gelli a fait du tort au droit de l'extradition au sein de l'opinion publique. Sachez cependant que je ne critique surtout pas votre activité, mais les conditions des traités d'extradition, et la façon dont l'étranger procède vis-à-vis de nous.

Huber: Soll die vorberatende Kommission weiterbestehen, wenn das Recht in Kraft ist?

Schmid: Sie wird weiterhin bestehen, aber nur noch für die kleine Rechtshilfe zuständig sein.

Abstimmung

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

La commission décide sans opposition d'entrer en matière

Gesamtabstimmung

Für den Bundesbeschluss

Einstimmigkeit

4.2 90.044 n Frontière dans le secteur du barrage de Livigno. Convention
Landesgrenze im Sektor der Staumauer von Livigno. Abkommen

(cf. annexe/siehe Anhang)

M. Felber, Conseiller fédéral : La convention du 5 février 1990 rectifie la frontière sur le lac et sur le barrage. Actuellement, la frontière suit le cours d'un torrent qui est submergé, ce qui la rend imprécise. La nouvelle frontière sera délimitée par un polygone trigonométrique et le barrage se trouvera intégralement sur territoire suisse, facilitant ainsi la surveillance technique, notamment de la conduite forcée et des vannes. C'est donc un élément de sécurité vis-à-vis de la population qui vit en aval du barrage.

Gesamtabstimmung - Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusentwurfes

Unanimité

90.044

**Landesgrenze
im Sektor der Staumauer von Livigno.
Abkommen**
**Frontière
dans le secteur du barrage de Livigno.
Convention**

Botschaft und Beschlussentwurf vom 18. Juni 1990 (BBl II, 1629)
Message et projet d'arrêté du 18 juin 1990 (FF II, 1525)
Kategorie V, Art. 68 GRN – Catégorie V, art. 68 RCN

Herr **Bundi** unterbreitet im Namen der Kommission für auswärtige Angelegenheiten den folgenden schriftlichen Bericht:

Am 5. Februar 1990 hat die Schweiz ein Abkommen mit Italien über eine Grenzvereinbarung im Bereich der Staumauer von Livigno abgeschlossen. Mit dieser Grenzvereinbarung wird auf einem Abschnitt von ungefähr 2,3 km ein neuer Grenzverlauf festgelegt. Der damit verbundene Flächenabtausch soll es erlauben, ein geradliniges Polygon herzustellen, das durch Koordinaten den Grenzverlauf auf dem See leicht ermitteln lässt. Die schweizerisch-italienische Grenze im Stausee von Livigno ist heute dem gewundenen Lauf der überfluteten Bachbette des Ova Chaschabella oder Torrente della Cera, des Ova del Gal oder Acqua del Gallo und des Spöl. Dies ist sowohl in topographischer Hinsicht als auch unter dem Gesichtspunkt der Grenzüberwachung ungünstig. Die Grenzvereinbarung hat keinen Einfluss auf die Energieproduktion durch die Anlage von Livigno. Sie wird auch keine besonderen Kosten verursachen, da die Vermarktungsarbeiten im Rahmen des ordentlichen Kredits des Bundesamtes für Landestopographie für den Unterhalt der Landesgrenzen durchgeführt werden.

Eine Delegation unserer Kommission hat sich am 24. Oktober 1990 in Begleitung von Vertretern der Bundesverwaltung und der betroffenen Kantone an Ort und Stelle begeben. Sie konnte sich dabei ein genaues Bild von der topographischen Situation und von der erheblichen Verbesserung, welche die Grenzvereinbarung bringen wird, machen.

M. Bundi présente au nom de la Commission des affaires étrangères le rapport écrit suivant:

Le 5 février 1990, la Confédération suisse a conclu une convention avec la République italienne concernant une rectification de frontière dans le secteur du barrage de Livigno. Cette rectification consiste à déterminer un nouveau tracé de la frontière sur un segment d'environ 2,3 km et permet, par un échange de surfaces, de constituer un polygone rectiligne, délimité par des coordonnées facilement repérables à la surface du lac.

Jusqu'à aujourd'hui, la frontière italo-suisse passant au lac de Livigno suit le cours sinueux des lits submergés de l'Ova Chaschabella ou Torrente della Cera, de l'Ova del Gal ou Acqua del Gallo et du Spöl. Cette situation n'est pas satisfaisante, tant du point de vue topographique que de celui de la surveillance de la frontière. D'autre part, la rectification de frontière n'aura aucune influence sur la consommation d'énergie produite par les forces hydrauliques du barrage, ni causera des dépenses particulières, vu que les travaux de démarcation seront financés par le crédit ordinaire de l'Office fédéral de la topographie pour l'entretien de la frontière.

Une délégation de notre commission s'est rendue sur les lieux le 24 octobre 1990, accompagnée de représentants de l'administration fédérale et cantonale concernés. Cette délégation a pu ainsi se faire une idée précise de la situation topographique et de l'amélioration notable qu'apportera la rectification proposée.

ANNEXE

Antrag der Kommission

Gestützt auf den befürwortenden Bericht der Delegation beantragt Ihnen die Kommission für auswärtige Angelegenheiten einstimmig, dem Bundesbeschluss über ein Abkommen mit Italien betreffend eine Grenzvereinbarung im Bereich der Staumauer von Livigno zuzustimmen.

Proposition de la commission

Suite au rapport positif fourni par la délégation, la Commission des affaires étrangères vous propose à l'unanimité d'approuver l'arrêté fédéral relatif à la convention avec l'Italie concernant une rectification de la frontière dans le secteur du barrage de Livigno.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

*Detailberatung – Discussion par articles***Titel und Ingress, Art. 1, 2***Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté**Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble*

Für Annahme des Beschlussentwurfes

94 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Ständerat – Au Conseil des Etats